COMBATTRE POUR LE SOCIALISME

«On ne peut aller de l'avant si l'on craint d'aller au socialisme» (Lénine)

C.P.S Nouvelle série N°9 (N°91) – 1,50 €

11 OCTOBRE 2002

CERCLE POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE
LA CONSTRUCTION DE L'INTERNATIONALE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE

Front unique des organisations ouvrières (partis, syndicats), contre le gouvernement UMP Chirac-Raffarin, gouvernement de guerre contre le prolétariat et la jeunesse

En quelques mois, le gouvernement Chirac-Raffarin appuyé sur la majorité UMP à l'Assemblée nationale s'est affirmé sans conteste comme le gouvernement le plus réactionnaire qu'ait connu la France depuis la seconde guerre mondiale, dépassant en la matière le gouvernement Balladur-Pasqua mis en place en 1993.

Gouvernement Chirac-Raffarin-Sarkozy: gouvernement de l'ordre policier, de la guerre aux pauvres

Dès sa prise de fonction, le gouvernement avait utilisé la session extraordinaire du parlement pour multiplier les mesures de renforcement de l'appareil d'Etat, de la répression. Recrutement massif de policiers, mais aussi allègement des procédures et durcissement des sanctions pénales en particulier contre les mineurs "délinquants" – ou désignés, fabriqués comme tels par la Police – facilitant leur enfermement dès l'âge de 13 ans voire dix ans dans certains cas dans de "modernes" versions des maisons de correction, tout en coupant les allocations familiales de leurs familles. Il est vrai que ce gouvernement a jugé utile de consacré un ministère au seul chapitre de la construction des prisons. Enfin, comment ne pas souligner la signification de l'extradition dans les griffes de la police de Berlusconi de l'enseignant italien ex-brigade rouge installé depuis des années en France!

Mais ce n'étaient que des hors d'œuvre. En attendant une nouvelle loi sur la justice qui créera une sorte de "justice d'abattage", des "juges de proximité" rendant une justice expéditive concernant principalement les travailleurs et leurs familles, Nicolas Sarkozy, héritier de Pasqua, a fait connaître son projet de loi sur la "sécurité quotidienne". Après un premier ballon d'essai destiné à servir de test, le projet définitif a de quoi faire frémir.

Il prolonge et aggrave les mesures prises par le gouvernement dirigé par Jospin dans la loi Vaillant, présentée alors – mensongèrement, nous l'avions dit – comme "provisoire". Sont à l'ordre du jour le renforcement considérable des pouvoirs de la Police en matière notamment de perquisitions, de fouilles, de garde à vue, d'écoutes. Est aussi à l'ordre du jour un fichage génétique généralisé et obligatoire de tous ceux que la Police aura considérés comme "suspects".

Outre le renforcement des pouvoirs de l'appareil de répression, ce projet de loi organise une véritable "chasse aux pauvres", créant de nombreux nouveaux délits sanctionné lourdement, tel de se trouver dans des cages d'escalier ou de faire du "racolage passif" ou la mendicité. On l'imagine sans peine, les policiers vont utiliser plus que scrupuleusement ces dispositions pour réprimer durement jeunes, prolétaires déclassés et travailleurs immigrés. S'ajoute à cet arsenal le durcissement de la répression contre les fumeurs de cannabis, au nom de la "sécurité routière", avec la multiplication des contrôles sanguins pouvant mener tout droit en prison s'ils sont positifs.

Cette véritable "guerre aux pauvres" est prolongée à son niveau par le plan Mattéi de déremboursement de centaines de médicaments relevant paraît-il de "l'automédication". En clair des médicaments d'usage courant dont l'accès sera ainsi réservé à ceux qui ont les moyens de se les payer – tandis que sont déremboursés totalement ou partiellement d'autres médicaments que le gouvernement autorise néanmoins à se trouver sur le marché, pour le plus grand plaisir des trusts pharmaceutiques et leurs profits.

(Suite page 2)

Sommaire:

* FRONT UNIQUE DES ORGANISATIONS OUVRIERES CONTRE LE GOUVERNEMENT CHIRAC-RAFFARIN..... P.1
* AUX COTES DE L'IRAK ET DU PEUPLE PALESTINIEN, CONTRE L'IMPERIALISME ET L'ETAT D'ISRAEL P.9
* INCONDITIONNELLEMENT CONTRE L'INTERDICTION D'HERRI BATASUNA..... P.11
* ENSEIGNEMENT PUBLIC P.12
* A PROPOS DU FRONT NATIONAL P.17
* QUAND "LE MONDE" CALOMNIE LES TROTSKYSTES P.25

Tout en affirmant par la voix de madame Hazan son intention d'être "vigilant", le Parti Socialiste apporte, notamment par la voix de l'ex-premier flic de France, Daniel Vaillant, un soutien sans modération à ces mesures policières et liberticides. Ni le PCF, ni les directions syndicales ne se sont à ce jour prononcées pour l'exigence élémentaire du retrait du projet de loi Sarkozy.

Le gouvernement de l'ordre colonial

Le gouvernement UMP s'est également empressé de faire savoir sa détermination à défendre le contrôle des restes de l'empire colonial français. La Côte d'Ivoire vient de connaître sa sixième tentative de coup d'Etat en 3 ans. Fondamentalement, une telle situation exprime l'ampleur du désastre dont l'Afrique subsaharienne est victime du fait du pillage de ses ressources et sa domination par les puissances impérialistes, à commencer par la France en Afrique de l'Ouest.

Face à cette "mutinerie" parfaitement organisée, le gouvernement Chirac-Raffarin n'a pas perdu une minute, d'autant qu'il a été aiguillonné par l'envoi d'une centaine de GI's américains sur place. Sous le fallacieux prétexte de l'évacuation des ressortissants étrangers, les centaines de soldats déjà présents sur place ont été rejoints par d'autres venus des bases militaires françaises en Afrique et même des parachutistes venus directement de France. Ils ont pris le contrôle effectif de la capitale administrative du pays, Yamoussoukro, bloquant par là même la progression des "mutins". De fait, cette intervention n'a d'autre objectif que d'affirmer que la Côte d'Ivoire, Etat artificiel aux frontières héritées du colonialisme, doit rester dans le giron français. Elle n'a d'autre sens que d'assurer la perpétuation de l'ordre impérialiste en Afrique de l'Ouest, responsable de toutes les catastrophes qui s'abattent sur l'Afrique (qu'on pense à la situation de chaos total qui prévaut au Libéria voisin). Le précédent du Rwanda ne doit pas être oublié. L'appareil d'Etat français, après avoir formé les auteurs d'un massacre inouï, est intervenu militairement (sous les ordres du gouvernement Balladur-Pasqua ainsi que de Mitterrand) pour protéger leur fuite jusqu'au Zaïre. Le génocide d'une partie de la population rwandaise est directement imputable à la bourgeoisie française. Or, en Côte d'Ivoire, des millions d'émigrés venus du Burkina ont été directement pointés du doigt par le gouvernement de L.Bakbo. Nul doute que si la guerre persistait, le régime ivoirien n'aurait aucun scrupule à lancer de véritables pogroms contre eux, accompagné des regrets hypocrites de circonstance de l'impérialisme français.

Le respect du droit de peuples de Côte d'Ivoire à maîtriser leur destin a une première condition: le retrait de toutes les troupes française d'Afrique. C'est ce que devraient revendiquer PS PCF et dirigeants confédéraux, au lieu de se féliciter du "consensus" (Hollande dixit, à l'Assemblée nationale) qu'eux-mêmes observent et font observer sur cette question, se comportant en défenseurs de la "françafrique".

Le gouvernement de l'ordre patronal

En créant les contrats jeunes, le gouvernement a procédé à une sorte d'exposé quant à sa "philosophie" sociale. Pour l'UMP, la place d'un jeune est à la chaîne, est de se faire exploiter, sans dispositif de formation, et avec en prime un allègement total de charges pour le patron qui lui ferait la fleur de le prendre (nouveau coup contre le salaire différé, ou nouvelle variante du SMIC-jeunes du gouvernement Balladur). Certes, les "contrats jeunes" ne sont pas, comme les "emplois-jeunes", des CDD renouvelables sur cinq ans, ou autres "contrats de mission" dont rêverait le patronat. Ils ne sont pas une extension de ce dispositif au privé. Mais ils n'en sont pas moins illustratifs de la nature profondément réactionnaire du gouvernement Chirac-Raffarin.

C'est bien sûr le projet de loi Fillon sur "l'assouplissement" des lois Aubry dites "des 35 heures" qui constitue la première attaque franche du gouvernement contre les garanties collectives du prolétariat, au service du patronat. Ce projet de loi, sur le point d'être adopté après aggravation par la majorité UMP, fait sauter toutes les limites existant dans les loi Aubry du point de vue du Medef (limites posées pour permettre aux dirigeants syndicaux, et d'abord ceux de la CGT, de s'engager à fond dans la mise en œuvre de ces lois).

Les lois Aubry étaient fondamentalement des lois permettant de généraliser la flexibilité, l'annualisation du temps de travail, la baisse du pouvoir d'achat, des lois organisant la casse des acquis ouvriers branche par branche, entreprise par entreprise, au gré des "accords" signés par les responsables syndicaux. Le projet de loi Fillon les aggrave encore nettement. Il supprime du code du travail la référence formelle à une quelconque durée hebdomadaire du temps de travail. Il augmente (par décret) le plafond des heures supplémentaires (de 120 à 180 par an par salarié) et prévoit une diminution de leur rémunération de sorte à faciliter surtout dans les PME et les 86 branches qui n'ont pas conclu d'accord "Aubry" le maintien de semaines de travail à 39 heures ... en moyenne. Il permet de diminuer voire de supprimer les jours dits de "RTT". Appuyé sur les "acquis" des lois Aubry en matière de flexibilité, il les pousse à leur extrême en supprimant tous les freins encore existant.

Ajoutons qu'en matière d'harmonisation des SMIC multiples créés par les lois Aubry, derrière l'affichage d'une augmentation significative du SMIC horaire, il y a en réalité le gel des niveaux de SMIC mensuel de référence pour une durée de trois ans. Qui plus est, le calcul réglementaire de l'augmentation du SMIC est désormais diminué de l'augmentation constatée du salaire ouvrier moyen. Enfin, l'opération sera totalement indolore

pour le patronat grâce au dispositif général et inconditionnel d'allègement de charges dont il bénéficiera. Cerise sur le gâteau d'une loi entièrement tournée vers l'accroissement de l'exploitation et la rentabilisation maximum des investissements: lors du débat parlementaire, le gouvernement a intégré un amendement UDF qui établit clairement que le temps d'astreinte ne peut être automatiquement assimilé à du temps de travail et donc être rémunéré ou donner droit à des repos compensateurs!

Enfin, dans la continuité des lois Aubry de ce point de vue, c'est suite à la rencontre des "partenaires sociaux", donc des dirigeants confédéraux CGT et FO notamment, que Fillon a finalisé son projet de loi, s'offrant ainsi le luxe de le présenter comme "équilibré". De plus, la mise en œuvre de la renégociation éventuelle des accords Aubry et de la gestion des heures supplémentaires étendues est renvoyée aux négociations de branche, c'est à dire à l'accord des directions syndicales, à leur participation.

Ni la direction CGT, ni celle de FO n'ont réclamé le retrait du projet de loi Fillon, quelques soient leurs protestations formelles. La direction CGT plus particulièrement s'est orientée sur la ligne "contre la mise à mort des 35 heures", c'est à dire des lois Aubry, tout comme l'ont fait les députés PS et PCF lors du débat à l'Assemblée nationale. Celle de FO s'est vertueusement indignée de la conception que le gouvernement a du "dialogue social"

"Je voulais négocier cette affaire, branche par branche, mais le ministre des Affaires sociales, François Fillon, a refusé" (Blondel, *L'Humanité* du 27/09).

Ni la direction CGT, ni celle de FO, n'ont combattu à l'occasion du débat parlementaire pour organiser la mobilisation sur le mot d'ordre du retrait du projet de loi Fillon. Et maintenant, alors que doit s'engager sur cette question la "négociation" d'application, alors que se profile le même processus sur la loi de "modernisation sociale" qui serait elle aussi assouplie? Il faut lire ce que Blondel écrivait dans l'éditorial de *FO-Hebdo* du 18/09:

" Si l'on en croit les journaux, le ministre des affaires sociales envisagerait de suspendre une partie des dispositions de la loi de modernisation sociale – les délais d'information et les garanties en cas de licenciement notamment – pour renvoyer leur négociation aux interlocuteurs sociaux.
Ainsi, dans le cadre des négociations collectives, nous serions amenés à reprendre, par négociations, des dispositions légales, mais à la baisse bien entendu.
Il nous faudrait détricoter; cela pose alors, et de manière récurrente, et le rôle de la négociation et la question de la sincérité des négociateurs et en particulier du MEDEF."

La conclusion qui devrait s'imposer est que le rôle des organisations syndicales n'étant pas de "*détricoter*" les garanties collectives des salariés, elles doivent boycotter les "négociations" ainsi cadrées, à commencer par celles d'application de la loi Fillon.
Pour Blondel, pas question: comme Thibault, il entend que les syndicats CGT et CGT-FO participent à de telles "négociations", tout comme il entend se rendre à la future table ronde sur l'assouplissement de la "loi de modernisation sociale", tout comme il a accepté l'invitation de Seillière à conclure les chantiers inachevés de la "refondation sociale".

Mais l'exigence du boycott de ces "négociations" demeure fondamentale, tant pour celles visant à l'application de la loi Fillon qu'en ce qui concerne "l'assouplissement" des procédures de licenciements, rendues non pas plus dures mais plus longues par la loi de "modernisation sociale" afin de permettre l'association des directions syndicales aux plans sociaux.
D'autant que se multiplient les annonces de licenciements, à Alcatel, Renault, et encore Mitsubishi, Bayer, Daewoo, Sollac, Whirlpool, Vivendi, etc.

Bref retour sur les positions des organisations ouvrières lors des élections présidentielles

Ces éléments de bilan du gouvernement Chirac-Raffarin ne peuvent qu'amener à revenir sur ce qui s'est passé à l'occasion des élections présidentielles. Parallèlement à l'appel du PS et du PCF à voter Chirac, appel appuyé par l'assertion que plus Chirac aurait de vote, moins il serait en mesure de mener sa politique (!), un communiqué commun signé notamment par la CGT et la FSU (mais pas FO) appelant à voter Chirac affirmait que cela permettrait de protéger les acquis sociaux, la sécurité sociale, l'éducation etc. Bref qu'il était de l'intérêt des travailleurs de voter Chirac.

Si l'honnêteté intellectuelle existait parmi ces personnages, ils devraient reconnaître que la politique menée par Chirac, Raffarin et Sarkozy est en de nombreux points, tout comme nous l'avions affirmé entre les deux tours, semblable à celle de Le Pen: elle est la plus réactionnaire qui puisse être mise en œuvre compte-tenu des rapports entre les classes, et le plébiscite offert à Chirac lui donne les moyens de la mener.

Les lois Sarkozy, Perben, l'augmentation des décisions de reconduite à la frontière (Sangatte), l'affirmation que les sans-papiers devraient être pour une grande partie expulsés en sont un aspect. La mise en pièce de la législation du travail par Fillon en est un autre. Au sujet des sans-papiers, indiquons simplement que la régularisation de tous à une condition simple: l'abrogation des lois Pasqua-Debré-Chevènement qui contraignent des dizaines de milliers de travailleurs émigrés à la clandestinité et les vouent du même coup à la surexploitation patronale.

En bref: la politique du gouvernement présidé par Chirac et sa majorité UMP constituent en soi un acte d'accusation irréfutable contre ceux qui ont pris la responsabilité d'en appeler à l'élection de Chirac.
Mais il ne faut pas oublier non plus que pour le premier tour, les tenants du plébiscite pour le Bonaparte de pacotille Chirac avaient renvoyé dos-à-dos à l'avance Chirac et Jospin dans le cas d'un second tour les opposant.

Or, chacun peut constater que, si le gouvernement de la gauche plurielle était au service du Capital, la politique menée par le gouvernement Chirac-Raffarin constitue une brutale accentuation de l'agression menée contre le prolétariat et la jeunesse. Non pas qu'en soi, les dirigeants du PS ou du PCF aient une autre politique en tête que celle que mène l'UMP. Mais parce que le contenu du vote pour les candidats du PS et du PCF (et des organisations d'extrême-gauche) est contradictoire avec la politique menée par la "gauche plurielle", que dépendre du soutien du PS, du PCF, de leurs députés à l'Assemblée nationale, impose d'emblée des limites dans ce qu'un gouvernement de ce type peut réaliser au compte du Capital – même si les dites limites ont été largement repoussées sous la dernière législature, eu égard à la dégénérescence continuelle du PS et du PCF.

Tous ceux qui avaient refusé de prendre position pour le vote contre les candidats des partis bourgeois au premier tour comme au second le cas échéant, soit les dirigeants CGT, FO, FSU, mais aussi la LCR, LO le PT, et à plus forte raison quand ils ont ensuite appelé à voter Chirac au second (PS, PCF, dirigeants CGT et FSU, LCR), portent une immense responsabilité dans la politique aujourd'hui mise en œuvre par Chirac et son gouvernement, lui ont donné les moyens politiques de la mettre en œuvre, à savoir le plébiscite de Chirac, la constitution dans la foulée du "parti du président", l'UMP qui s'est emparé à lui seul d'une immense majorités de sièges à l'Assemblée nationale. Et encore, ce n'est qu'un début.

"*On a eu la première étape sur la sécurité et donc la justice, la police, la loi sur la programmation militaire, donc tout ce qui concerne la sécurité. On attaque maintenant la période des grandes réformes économiques et sociales.*" (Raffarin, France 2, 26 septembre)

Cette déclaration de Raffarin a le mérite d'être dénuée d'ambiguïté quant à la suite de la politique qu'entend mener le gouvernement. D'autant que la situation économique toujours menaçante constitue un puissant aiguillon en ce sens. L'INSEE annoncé début octobre que la croissance du PIB pour 2002 ne serait que de 1%, et manifesté son inquiétude pour 2003. Le fait le plus significatif est que l'investissement des entreprises continuerait de stagner. Cette sombre conjoncture économique fait suite à la récession conjuguée de 2001 dans les trois premières puissances économiques du monde. Elle se combine avec une situation de krach rampant sur les marchés financiers qui tend à assécher le crédit des entreprises, rendant leur endettement quasiment insupportable. Autant dire que les exigences du grand Capital ne peuvent dès lors qu'être plus pressantes.

Une autre remarque s'impose. Depuis la fin 2001, l'impérialisme américain a initié un changement dans sa politique économique, recourant au déficit budgétaire, à la baisse des taux et injectant massivement des crédits dans l'économie, à commencer par le secteur de l'économie d'armement. Conjointement, il redouble d'agressivité contre les masses et les peuples opprimés (voir la prise de position de notre Cercle sur l'Irak dans ce numéro). Or, il apparaît qu'au sein de l'Union Européenne, la tentation d'emprunter la même voie, même sans disposer des mêmes ressources pour ce faire que le géant américain, se fait jour. Le "pacte de stabilité" prévoyant la liquidation des déficits budgétaires à l'horizon 2004 a été reporté de deux ans – ce qui indique une nouvelle fois que les "engagements européens" sont toujours des impératifs absolus quant il s'agit de les opposer aux aspirations des masses, mais qu'ils deviennent bien plus flexibles quand les grandes puissances capitalistes le jugent nécessaire. Mais encore: la France et son ministre-medef Francis Mer s'est singularisée. Lors du sommet des ministres de l'économie de l'UE, le 7 octobre, il a refusé, seul contre tous, de s'engager sur une réduction des déficits dans les termes suivants:

" Nous avons décidé qu'il y avait d'autres priorités en France (que la réduction du déficit), par exemple celle qui consistait à augmenter les dépenses militaires. D'autres pays n'ont pas pris ce même type de décision mais nous sommes encore dans une Europe où la politique budgétaire et la politique tout court d'un Etat restent sous son contrôle."

Relevons que Francis Mer confirme que le pouvoir pour les pays membres de l'Union Européenne repose toujours, dans chaque pays, sur l'Etat bourgeois. Il est trop tôt pour dire dans quelle mesure cette position aura un effet d'entraînement. Mais l'annonce du recours au déficit pour financer l'économie d'armement a des accents déjà entendus de l'autre côté de l'Atlantique.

Or, le tournant engagé et impulsé par l'impérialisme américain en matière de politique économique ne pourra être couronné pour lui de succès qu'au prix d'une nouvelle et violente offensive contre les masses, pour aboutir à une baisse significative du prix et de la valeur de leur force de travail. Cela vaut pour la France. Le grand Capital met désormais en avant – via par exemple son représentant direct au gouvernement F.Mer – la nécessité d'alourdir les attaques contre les masses laborieuses ("politique de rigueur").

Projet de budget 2003: suppressions de postes de fonctionnaires, baisse de leur pouvoir d'achat, privatisations et subventions massives aux patrons

Le projet de budget que l'Assemblée va examiner du 15 octobre au 15 novembre est un concentré de la politique de guerre contre la classe ouvrière que le gouvernement mène. Aux Finances, à l'Equipement, la Culture, la Recherche, dans l'Education, des postes sont supprimés par milliers. Dans la Recherche, c'est sans précédent: 150 des postes de chercheurs sont retranchés. Dans l'enseignement, les créations prévues dans le second degré sont annulées tandis que 5600 postes de surveillants sont liquidés, amorçant ainsi la disparition pure et simple de

cette catégorie. Par ailleurs, 20 000 postes d'emplois-jeunes sont supprimés et des dizaines de milliers de Contrats Emploi Solidarité.

Ce budget finance au contraire les recrutements dans la Police, la Gendarmerie, et l'engagement de la loi de programmation militaire. Il intègre les recettes (huit milliards d'euros) de futures privatisations, à commencer par celle d'Air France, devant être suivie par celle d'EDF-GDF et d'autres encore. Il comprend un montant jamais atteint en matière d'allègement de charges pour le patronat, que Marc Blondel a évalué à l'équivalent de la création de 800 000 postes de fonctionnaires! Enfin, il poursuit la baisse de l'impôt sur le revenu au compte des plus riches, tandis que la fiscalité locale injuste poursuit son ascension. Rien n'est prévu pour la revalorisation des traitements des fonctionnaires.

Les dirigeants confédéraux CGT et FO ont eu des mots durs sur ce projet "*ce budget est le plat unique de régime pour la majorité des français et le menu avec fromage et dessert pour les plus favorisés.*" (Le Digou, CGT); "*le projet de loi de finances 2003, arbitré après un semblant de suspens, suscite déception et inquiétude à Force Ouvrière, tant il sacrifie davantage de moyens aux exigences libérales, au détriment de l'efficacité sociale.*" (FO).
Et puis? Rien. La direction CGT précise dans le communiqué de Le Digou déjà cité: " *Notre volonté est d'infléchir des choix gouvernementaux qui sont loin de correspondre à la priorité indispensable en faveur de l'emploi.*".
D'expérience, les travailleurs savent traduire ce type de discours: rien ne doit être fait qui puisse remettre en cause le vote du budget. Voilà la position des dirigeants confédéraux, position inacceptable. Au contraire, dès le début du mois de septembre, notre Cercle affirmait que leur responsabilité était "*se prononcer clairement : aucune suppression de poste ! Remplacement poste pour poste des départs en retraite ! Non au projet de budget 2003 !*"

Nous poursuivions:
"Est à l'ordre du jour dans toute la fonction publique, en particulier dans l'enseignement, l'exigence de l'appel dans l'unité des organisations syndicales à une manifestation centrale et nationale devant et contre l'Assemblée à majorité UMP, pour imposer que ce projet budget, concentré de la politique du gouvernement, soit rejeté." (sup. CPS du 06/09).

Alors que les échéances s'approchent, on doit constater que les directions syndicales ont pris la responsabilité de refuser l'engagement de tout combat sur cette orientation. La journée de grève unitaire convoquée pour le 17 octobre se présente d'emblée comme un temps fort que les dirigeants syndicaux ont conçu en forme de point final, convoquée sans se prononcer nettement contre toute suppression de poste, ni exiger le rejet du projet de budget.

Mais il y a autre chose. Les suppressions de postes de fonctionnaires, aggravant encore et encore les conditions de travail dans les ministères touchés sont un levier de la "réforme de l'Etat", de la remise en cause des statuts et conditions de travail des fonctionnaires.

Avec un zèle équivalent à celui dont il fit preuve dans la sidérurgie, F.Mer a dévoilé ses batteries pour son ministère, les Finances, le 7 octobre:
"M. Mer a annoncé une réforme de la gestion des ressources humaines de Bercy inspirée des pratiques des entreprises, avec notamment l'introduction du "mérite individuel" *dans la rémunération des agents des finances. (...) M. Mer a annoncé des fermetures de sites. La moitié des 55 recettes de finances d'arrondissement seront supprimées, ce qui concernera 200 postes. (...)M. Mer a aussi prévu le regroupement, dans plusieurs villes, de centres des impôts et de centres des impôts fonciers (...)Des agences locales chargées de la concurrence (DGCCRF) seront également fermées (...)le ministre a décidé que tout ce qui concerne l'impôt sur les sociétés et la taxe sur les salaires sera traité, dès 2004, par les seules direction générale des impôts et direction des grandes entreprises."* (*Le Monde* du 8 octobre)

La pièce maîtresse de la "contre-réforme" de la fonction publique est connue: c'est la "décentralisation", dont Raffarin précisait le 26 septembre: " *Il ne faut pas parler seulement de décentralisation, mais de réforme de l'Etat.*"

Une question majeure : la décentralisation - "réforme de l'Etat"

On aurait grand tort de considérer le projet de loi constitutionnel de décentralisation qui doit être présenté le 16 octobre en conseil des ministres comme une simple réorganisation du rapport entre les structures de l'Etat bourgeois, à laquelle les travailleurs pourraient être relativement indifférents. Car ce projet de loi – qui devrait passer au parlement en janvier - est en réalité un cadre visant à aboutir à la casse systématique de toutes les garanties nationales des travailleurs.

Ce projet de loi prévoit que les collectivités pourront être autorisées par la loi ou le décret à "déroger, à titre expérimental, aux dispositions législatives ou réglementaires qui régissent l'exercice de leurs compétences". *(...)L'expérimentation devient ainsi selon l'exposé des motifs, un* "instrument*(...) de réforme". (...)les collectivités pourront désormais non seulement percevoir des impôts locaux mais également se voir transférer une partie des impôts nationaux. La Constitution leur reconnaîtra également la faculté de fixer, dans les limites définies par la loi, le taux et l'assiette de ces différents prélèvements fiscaux. (...)* (*Le Monde* du 3 octobre)

Pour la classe ouvrière, que signifie ce projet de loi? Que la Région deviendrait le cadre dans lequel seraient progressivement délimitées ses conditions d'existence et de travail, jusqu'à la liquidation des conventions collectives nationales
Nous avions déjà insisté sur le fait que la loi sur la Corse du gouvernement Jospin était le prélude à une

déréglementation généralisée dans l'ensemble des régions en matière de droit du travail, de statut des fonctionnaires ou de fiscalité, avec mise en concurrence dans tous ces domaines des régions.
In fine, le projet de loi constitutionnel de Raffarin n'a qu'un seul but: fragmenter la puissance de combat de la classe ouvrière au niveau des régions en supprimant tout ce qui peut faire son unité en tant que classe au niveau national. Voilà l'enjeu. Il suffit de voir ce que ce projet signifie quant au statut de la fonction publique.

La "décentralisation" contre le statut de la fonction publique

Raffarin n'a pas fait mystère des objectifs réels de la "décentralisation".

"On a confié aux régions les lycées, mais les personnels qui étaient dans l'appareil de l'Etat y sont restés. Ça n'a pas été, de ce point de vue-là, efficace. Nous ferons des transferts de financement et de personnel" (France 2, le 26 septembre, nous soulignons)

Certaines régions ont déjà revendiqué de tels transferts, comme la région Rhône-Alpes:

"Dans un communiqué publié mardi 1er octobre, la présidente de la région a précisé les contours de cet éventuel transfert de compétences. Dans son esprit, il s'agirait "de recevoir en compétence exclusive, pleine et entière tout ce qui concerne le bloc éducatif, tant en formation initiale que continue", *soit* "la totalité de l'apprentissage, du fonctionnement des lycées et du dispositif d'information-orientation des lycéens comme des publics jeunes qui s'adressent aux missions locales". *S'agissant de la formation continue, ajoute Mme Comparini,* "tout ce qui relève actuellement des financements d'Etat pourrait être transféré à la région". *Pour l'enseignement supérieur, la présidente de Rhône-Alpes souhaite que sa région obtienne* "la responsabilité de la carte des formations et du patrimoine", *ainsi que des enseignements artistiques.*
Mme Comparini, qui se dit soucieuse de ne pas "rater l'occasion qui se présente par des expérimentations mal préparées", *prend soin de pointer certaines* "conditions préalables". *Selon elle, le transfert de compétences doit être* "complet", "réunir les moyens dans les mains d'un seul intervenant" *et, surtout,* "bien sûr s'accompagner des moyens financiers et ressources humaines" *transférés par l'Etat." (Le Monde* du 5 octobre – nous soulignons)

Il s'agit donc de faire basculer sous le contrôle des régions des catégories entières de personnels qui relèvent aujourd'hui de la fonction publique d'Etat. Ce qui est en cause, c'est donc l'unité des corps de fonctionnaires, la défense de leur statut. Le sort de la catégorie des étudiants/surveillants est indicatif. Le dispositif de "remplacement" de ce corps, les "assistants d'éducation", crée des personnels dont le recrutement serait local, par le chef d'établissement et plus par les rectorats, et que les Régions pourraient également recruter pour leur propre compte. Et après les surveillants, ce sont tous les personnels administratifs et techniques qui seraient concernés, soit plusieurs centaines de milliers de travailleurs.

On ne peut mieux souligner le sens réel des suppressions de postes dans la fonction publique du budget: en fait, le projet de budget est une première étape, dans l'enseignement comme ailleurs, de la "réforme de l'Etat", la destruction des statuts dans la fonction publique.

Cela vaut aussi pour la fonction publique hospitalière. Le gouvernement a présenté par la voix du ministre Mattéi un plan baptisé "hôpital 2007" qui
"devrait accroître sensiblement la déconcentration de la gestion des établissements de santé, avec des pouvoirs élargis accordés aux agences régionales d'hospitalisation (ARH) et aux conseils d'administration des hôpitaux." (*Le Monde*, 28/09).

Pratiquement, ce plan prévoit d'engager une véritable privatisation rampante des hôpitaux, à commencer par celle des bâtiments, la décentralisation accrue de la gestion des hôpitaux au moyen du renforcement des Agences Régionales d'Hospitalisation, transformées pour ce faire en Agences Sanitaires Régionales. Ce à quoi s'ajoute un nouveau mode de tarification des activités qui vise à transformer chaque unité au sein de l'hôpital en petite entreprise au fonctionnement calqué sur le privé, avec renforcement des pouvoirs des conseils d'administration.

De même que le budget de l'Etat est la première étape de la "décentralisation"/casse des statuts, le projet de loi de financement de la sécurité sociale présenté fin octobre contiendra les prémices de la "rationalisation" de l'hôpital public, qui doit se traduire comme partout où cela est pratiqué par une restriction de l'accès au soins.
Il est de la responsabilité des dirigeants des fédérations syndicales de se prononcer pour le retrait du plan "hôpital 2007", de refuser à l'avance de s'en faire les agents en quittant les conseils d'administration et autres organismes de participation existant à l'hôpital public, et de préparer le combat contre le projet de loi de financement de la sécurité sociale.

Mais le projet de loi constitutionnel de décentralisation, cadre institutionnel du démantèlement des acquis ouvriers région par région, doit être préparé par une série d'assises régionales, auxquelles sont associés directement PS et PCF (via leurs élus dans les conseils régionaux) et auxquelles sont invitées les organisations syndicales. Aussi, pour la défense des garanties nationales de la classe ouvrière, pour la défense des statuts des fonctionnaires, il s'agit d'exiger que les directions syndicales CGT, FO, FSU, le PS et le PCF boycottent ces assises.

Une telle position aurait un retentissement énorme et entraînerait les plus grandes difficultés pour le gouvernement Chirac-Raffarin dans son entreprise.

L'ennemi à combattre et vaincre: le gouvernement Chirac-Raffarin

Sont encore à l'ordre du jour pour le début de l'année 2003 l'offensive contre le régime des retraites, ainsi qu'une nouvelle offensive contre le droit de grève dont la SNCF a donné le "la" en annonçant l'ouverture de négociations autour d'un protocole d'accord sur "*l'amélioration du dialogue social et la prévention des conflits à la SNCF*", projet de protocole déjà issu d'une concertation entre la direction et les organisations syndicales de cheminots, qui vise de facto à interdire toute grève (doublement du nombre de jours de préavis, renforcement de la "concertation", dans le droit fil du protocole en vigueur à la RATP négocié en son temps par toutes les directions syndicales).

Fondamentalement, tout se ramène à: le gouvernement Chirac-Raffarin est un gouvernement de guerre sur tous les terrains contre la classe ouvrière, les travailleurs salariés, la jeunesse. Aucun acquis ne peut être défendu, aucune revendication satisfaite, sans engager le combat contre lui, sans chercher à briser son offensive réactionnaire. Ce qui pose aussitôt la question du combat pour la réalisation du front unique des organisations ouvrières, des centrales syndicales CGT, FO, FSU, du PS et du PCF contre ce gouvernement et sa politique.

Aujourd'hui, le gouvernement Chirac-Raffarin dispose de moyens politiques considérables pour avancer. Chirac a été plébiscité à cause de la politique des organisations syndicales, du PS, du PCF, une légitimité considérable. Sa victoire électorale aux législatives, prolongement du plébiscite, pèse évidemment beaucoup à l'étape actuelle, ces défaites du prolétariat ne sont pas surmontées et le ne seront pas par enchantement. Surtout que le PS et le PCF ont immédiatement affirmé que le résultat des élections "*s'imposait à tous*" (Hollande), bref que le gouvernement devait pouvoir appliquer sa politique durant cinq ans, "démocratie" oblige. De plus, la classe ouvrière, la jeunesse, sont considérablement déboussolées – ce dont sont responsables au premier chef le PS, le PCF, et les directions des confédérations et fédérations ouvrières politiquement. La réussite de l'opération "plébiscite" l'a indiqué.

Pour autant, nul ne peut avoir oublié qu'en 1986, quelques mois après la victoire de Chirac aux législatives, déferlait la grève générale des étudiants, manifestant par deux fois à plusieurs centaines de milliers à l'Assemblée nationale et imposant le retrait du projet de loi Chirac-Devaquet. Qu'en janvier 1994, après la victoire écrasante du RPR et de l'UDF aux législatives, un million de manifestants défilaient à Paris et obtenaient le retrait du projet de loi Bayrou sur le financement massif des écoles privées, suivis deux mois après par les manifestations de la jeunesse contre le Contrat d'Insertion Professionnelle, SMIC-jeunes, du gouvernement Balladur, dont ils obtenaient le retrait. Qu'en novembre et décembre 1995, six mois après la première élection de Chirac, c'était la grève générale à la SNCF, à la RATP, des millions de travailleurs faisaient grève et manifestaient contre le plan Juppé de liquidation de la sécurité sociale et du régime des retraites.

Le gouvernement pour sa part ne l'a pas oublié. C'est en ce sens que Raffarin déclarait le 26 septembre:

"Notre problème est de faire en sorte qu'on puisse maîtriser notre vitesse pour ne pas bloquer la société française."

Et pour éviter le "blocage" de son offensive, le gouvernement Chirac-Raffarin recourt plus que largement à la concertation, au dialogue social. Et les dirigeants syndicaux s'y sont totalement engagés.

Les dirigeants syndicaux ne veulent pas de "*troisième tour social*"

A l'occasion de la première manifestation sérieuse pour le gouvernement, celle des agents d'EDF-GDF massivement en grève le 3 octobre contre la privatisation de leur entreprise, les dirigeants syndicaux CGT et FO ont donné de la voix ... pour indiquer qu'il ne fallait en aucun cas que cette manifestation se tourne contre le gouvernement. Marc Blondel faisait savoir le 30 septembre qu'il n'était pas favorable à "*une manifestation massive*" le 3 octobre. Bernard Thibault indiquait le lendemain sur RTL qu'il ne cherchait pas de "*troisième tour social*", rejoint par Denis Cohen, député européen du PCF et secrétaire de la fédération CGT de l'énergie, qui allait plus loin, déclarant au *Monde* :

Nous nous attendons à une mobilisation sans précédent des électriciens et des gaziers. Que d'autres manifestent avec nous pour le service public ne nous gêne pas, mais nous ne sommes ni dans une journée d'action coordonnée, ni dans un "troisième tour social".

Quant à l'ouverture du capital d'EDF-GDF:

" Nous y sommes naturellement opposés. Mais [non ... mais! – Ndlr] *la question n'est pas à l'ordre du jour. Quand nous aurons traité toutes les questions sociales et industrielles qui se posent, il sera temps de réfléchir au statut des entreprises* [nous soulignons].

Les Français ont fait le choix du service public à la française, c'est-à-dire un statut pour les salariés et l'égalité de traitement pour les usagers. Ce choix est actuellement (sic! – Ndlr) *assuré par une entreprise publique intégrée, qui est pour nous un optimum économique. Assurer ce choix dans le cadre de la libéralisation nécessite un travail gigantesque qui n'a pas été fait."*

Les appareils syndicaux n'ont pas mis en avant et au centre les mots d'ordre de défense du statut des personnels, et du statut de l'entreprise (retrait de tout projet de privatisation – même partielle). Ils ont appelé à la "défense du service public" – mot d'ordre qui s'accommode de la remise en cause du statut de l'entreprise publique et du statut du personnel, de leur régime de retraite.

Les appareils n'ont pas voulu que les travailleurs d'EDF utilisent l'exceptionnel instrument qu'ils peuvent mettre en œuvre: couper la distribution du courant électrique.

Le gouvernement l'a bien compris en déclarant froidement: "personne ne pense un instant qu'ils 'agit d'une manifestation contre le gouvernement". Il évoque "un message d'attachement au service public que nous recevons cinq sur cinq car nous le partageons".

Voilà ce que signifie l'antienne: "pas de troisième tour social". En soi, elle est ridicule: les deuxièmes tours des élections de mai et juin dernier ont été remportés par les partis du grand Capital. Si "troisième" tour il y a, c'est l'offensive que mène le gouvernement Chirac-Raffarin. Mais cette rengaine signifie: il faut respecter les résultats des élections, il est hors de question de remettre en cause le gouvernement.

La question d'EDF-GDF est emblématique, mais c'est partout pareil. Ainsi, la réaction de Blondel sur la question des plans de licenciements est de supplier le gouvernement au service des licencieurs en lui décernant des brevets pour ses bonnes intentions en matière d'emploi et en lui demandant de "*confirmer*" sa politique:

" Force Ouvrière ne comprendrait pas l'immobilisme du gouvernement qui a placé l'emploi au centre de ses priorités et lui demande instamment de confirmer ses propositions en matière de task force notamment. " (communiqué du 1er octobre)

Le gouvernement entend bien s'appuyer autant que possible sur ces partenaires déclarés que sont les directions syndicales. Ainsi sur la question des retraites, Raffarin a pris soin de préciser: "*Il y a eu beaucoup de rapports, mais je ne suis pas sûr qu'il y ait eu, sur ce sujet, toute la concertation nécessaire.*" (France 2)

Ajoutons enfin que la politique du PCF et du PS consistent aussi à laisser le gouvernement mener sa politique sans trop le gêner autrement que par quelques procédures d'obstruction parlementaire dérisoires, comme ils l'ont fait sur la loi Fillon. Ces deux partis sont aujourd'hui en crise, l'appareil du PCF luttant désespérément pour ne pas disparaître, le PS voyant le congrès de Dijon se profiler comme une échéance de crise.

Les potentialités de combat du prolétariat demeurent

Depuis la rentrée, le prolétariat a déjà montré qu'il gardait la capacité d'engager le combat. Ce furent d'abord les enseignants de Guadeloupe, en grève générale pendant quine jours avec l'ensemble de leurs organisations syndicales pour arracher des postes. Le 3 octobre, à l'appel de l'ensemble des fédérations syndicales, la grève a été très massivement suivie à EDF-GDF contre la privatisation, et également à Air France. La manifestation parisienne était aussi significative, quand bien même les dirigeants syndicaux cherchaient à la présenter de manière inoffensive, rencontrant même Francis Mer le matin de cette manifestation. La grève convoquée par l'ensemble des fédérations syndicales de l'enseignement pour le 17 octobre devrait être massive.
Fait significatif: les travailleurs de la SNET (centrales électriques) ont obtenu par la grève le retrait total du "plan social" les touchant. Autre fait significatif: le PDG de la SNET est A.Sainjon, ancien dirigeant CGT...

Mais encore faut-il que cette puissance de combat trouve la voie du débouché politique. Celui-ci ne peut qu'être le combat contre le gouvernement Chirac-Raffarin, gouvernement UMP, pour lui infliger une défaite et le vaincre. Pour cela, le prolétariat n'a d'autre possibilité que de chercher à utiliser encore ses vieilles organisations, aussi traîtres et dégénérées soient-elles, parce qu'il n'en a pas d'autres. La grève à EDF-GDF confirme ce qui s'est exprimé avec une autre puissance en Italie au printemps dernier contre le gouvernement Berlusconi: à chaque fois que les organisations traditionnelles, et au premier chef les organisations syndicales, appellent ensemble à la grève et à manifester, la réponse du prolétariat est considérable. Mais à aucun moment les limites fixées par les appareils ne semblent avoir été franchies. Les appareils n'ont pas été débordés.

Il s'agit aujourd'hui en France de combattre:
*** Contre la politique du gouvernement Chirac-Raffarin, contre ce gouvernement de guerre contre la classe ouvrière et la jeunesse**
*** Pour le front unique des organisations syndicales (CGT, FO, FSU), du PS et du PCF contre le gouvernement**
*** Pour la rupture de ces organisations avec le gouvernement, en particulier contre la participation au "dialogue social" avec lui, contre la participation aux instances d'association des organisations syndicales, du PS et du PCF, à sa politique**

C'est la réalisation du front unique des organisations ouvrières pour combattre le gouvernement UMP qui réunira les conditions de la venue au pouvoir d'un autre gouvernement, issu de ce front unique, un gouvernement sans ministre représentant les formations et partis bourgeois, la classe capitaliste.

C'est la mise en pratique de cette orientation, l'intervention voire l'insertion dans les mouvements du prolétariat et ce qui s'en dégagera, qui permettra de regrouper au compte de la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire combattant pour le socialisme, en mettant en avant, en relation avec les développements de la lutte des classes, la politique anti-capitaliste à même d'apporter les réponses politiques dont le prolétariat a besoin.

Le 11 octobre 2002

Directeur de la publication: Olivier LESTANG Commission paritaire n°67187 - n°ISSN: 0763790X - Imprimerie spéciale

Le devoir des directions du mouvement ouvrier, c'est de se situer inconditionnellement:

Aux côtés de l'Irak et du peuple palestinien
Contre l'impérialisme et l'Etat d'Israël

Non à l'intervention impérialiste en préparation contre l'Irak, avec ou sans mandat de l'ONU

Quels que soient les délais, il est clair et net que l'impérialisme américain a décidé d'engager une nouvelle offensive militaire contre l'Irak. Le commandement militaire opérationnel a déjà été transféré depuis la Floride jusque dans le Golfe persique.

Quel en est le prétexte? Que l'Irak disposerait d'un armement chimique voire nucléaire et constituerait une "menace". Compte-tenu de l'embargo assassin dont souffre le peuple irakien depuis plus de dix ans, et qui a causé vraisemblablement des centaines de milliers de morts, on peine à y croire. Mais de toute façon, ça ne changerait rien à l'affaire. Il est de notoriété publique qu'au Moyen-Orient, un seul Etat dispose d'un gigantesque arsenal meurtrier et poursuit officieusement des programmes d'armement chimiques: l'Etat d'Israël, vassal des Etats-Unis.

Les objectifs de guerre américains sont limpides: il s'agit, quel qu'en soit le prétexte, de s'assurer le contrôle de l'Irak, de lui dénier toute souveraineté (ce à quoi participe la présence dans ce pays d'inspecteurs/espions de l'ONU devant laquelle le régime de Saddam Hussein s'est incliné une nouvelle fois), d'en faire un simple protectorat américain.

Il s'agit encore d'affirmer la prépondérance de l'impérialisme américain, son droit à mener les guerres "préventives" (sic!) qu'il souhaite quand il le souhaite, quoiqu'en pensent ses "alliés" membres du conseil de sécurité de l'ONU. La guerre en préparation contre l'Irak s'inscrit dans la continuité de celle menée en Afghanistan sous le prétexte de la "lutte antiterroriste", avec les mêmes objectifs qu'alors. Elle en prépare d'autres, ouvertes ou larvées, en particulier contre l'Iran d'où les Etats-Unis ont été expulsés par la révolution de 1979, quand bien même celle-ci a été étouffée ultérieurement par les mollahs et par ... la guerre dans laquelle l'Irak s'est engagé dès 1980 sous l'impulsion des USA, de la France ou de l'Allemagne notamment.

Dans la ligne de mire de l'impérialisme US: les ressources pétrolières immenses de l'Irak, motif qui a aussi poussé Washington à fomenter il y a quelques mois un coup d'Etat contre le régime de Chavez au Vénézuéla. A l'évidence, la situation économique difficile pousse d'autant plus le gouvernement Bush à s'engager dans la guerre, tant pour fournir ainsi un débouché artificiel à l'industrie d'armement que pour s'assurer une totale maîtrise du Moyen-Orient, qui serait ainsi pris dans une tenaille dont l'autre pince est l'Etat d'Israël.

Halte au massacre du peuple palestinien! A bas l'Etat d'Israël !

Engagée il y a maintenant deux ans, l'offensive de l'Etat sioniste, raciste, d'Israël contre le peuple palestinien s'est intensifiée depuis le 11 septembre 2002, toujours au nom de la "lutte anti-terroriste". Ce sont par milliers que les Palestiniens ont été tués, c'est systématiquement qu'Israël et le gouvernement Sharon-Péres cherche à en faire un peuple de mendiants errant dans des ruines ou prenant la route de l'exil, comme des millions y ont été contraints depuis 1948. Après avoir obtenu une déclaration de reddition en bonne et due forme de la part des organisations nationalistes palestiniennes reconnaissant Israël et acceptant une "souveraineté" illusoires sur des miettes de territoires en Cisjordanie, dans le cadre du défunt "processus de paix" d'Oslo et Washington, Israël pousse maintenant son avantage, avec le soutien total de Washington et malgré la résistance héroïque des Palestiniens et le soutien dont ils disposent parmi les masses arabes. L'objectif du gouvernement sioniste est maintenant la destruction pure et simple des organisations palestiniennes, la reprise en main directe des confettis en Cisjordanie et à Gaza délégués un temps à l'autorité palestinienne. La prise de contrôle US sur l'Irak serait évidemment un point d'appui pour une telle opération

Fondamentalement, aucune issue positive ne peut s'ouvrir sans en finir avec l'existence de l'excroissance coloniale sur le Moyen-Orient qu'est l'Etat raciste d'Israël, aucune issue positive n'existe en dehors du combat pour l'expropriation des colons, le retour des réfugiés dans le cadre d'une République unifiée de Palestine sur tout le territoire historique de celle-ci, instaurée par une Assemblée constituante palestinienne. Une telle République n'aurait d'avenir durable que dans le cadre d'une Fédération socialiste du Proche et Moyen-Orient.

Mais le premier acte dans cette voie est le combat uni pour l'arrêt immédiat du massacre du peuple palestinien, combat qui recoupe aujourd'hui contre toutes les agressions impérialistes dans la région, celui contre l'intervention réactionnaire annoncée contre l'Irak.

Le "droit international", c'est le "droit" des oppresseurs et l'ONU est leur Assemblée générale

A l'heure actuelle, d'incessantes tractations diplomatiques ont lieu entre les puissances impérialiste de second rang et les Etats-Unis. L'impérialisme français, bien que condamné à s'aligner, cherche à garder une petite place à la table des "grands" (et l'accès au pétrole irakien) en tentant d'éviter le scénario de l'Afghanistan dont l'impérialisme US s'est fait une chasse gardée, et a affirmé son droit à intervenir militairement quand bon lui chante, y

compris sans l'accord du conseil de sécurité de l'ONU (conformément à la nouvelle doctrine militaire américaine qui lui fixerait volontiers le rôle de chambre d'enregistrement). L'impérialisme allemand, pour ses propres intérêts, a décidé de s'opposer à toute intervention contre l'Irak, même sous couvert de l'ONU (Schröder).

Les travailleurs et la jeunesse ne peuvent, eux, que rejeter les références quasi religieuses au droit international. C'est en effet ce "droit" qui permet à l'Etat d'Israël de spolier et massacrer sans vergogne les Palestiniens, à l'impérialisme US flanqué de son supplétif britannique de bombarder sans relâche l'Irak, d'imposer un embargo qui a fait des victimes par centaines de milliers. C'est ce "droit" qui est aujourd'hui invoqué par l'impérialisme français pour tenter de défendre ses propres intérêts au Moyen-Orient ou en Côte d'Ivoire. Le "droit international" doit donc être dénoncé pour ce qu'il est : la couverture juridique des opérations de brigandage des grandes puissances impérialiste.

Or, force est de constater que l'appel à la "journée d'action" du 12 octobre 2002 à Paris du PS, du PCF, de la CGT et de la LCR (mais aussi des Verts, du MRAP, etc.) reprend pour l'essentiel l'argumentaire diplomatique de l'impérialisme français.

Reprochant à la guerre annoncée de "*fragiliser encore le système de sécurité mondial*", de ne pas effectivement "*s'attaquer au problème du terrorisme international*", d'être "*contraire à la charte des nations-unies*", elle demande à Chirac ("*la France*") de "*faire usage de son droit de veto*" – tout en se situant dans la continuité des accords qui ont conduit les Palestiniens dans l'impasse, demandant "*la reconnaissance d'un Etat palestinien, aux côtés de l'Etat d'Israël* " (donc acceptant la spoliation du peuple palestinien).

Lutter contre le "*terrorisme international*", c'est le mot d'ordre de Bush et Chirac. C'est au nom de cette "lutte" que sont menées les opérations impérialistes dans cette région du monde. Défendre "*le système de sécurité international*", c'est pratiquement défendre la place de l'impérialisme français, membre du conseil de sécurité de l'ONU. C'est de langage de vulgaires aides de camp du Quai d'Orsay ou de l'Elysée c'est surtout légitimer par avance une intervention contre l'Irak. Il suffit de citer Raffarin (à l'Assemblée nationale le 8 octobre):

"Le droit n'exclut pas le recours à la force, mais la règle internationale exclut la force unilatérale telle qu'elle a été codifiée à San Francisco, il y a bientôt soixante ans, dans la Charte des Nations unies. C'est le message que la France entend porter"

C'est pourquoi il est indispensable d'intervenir sur l'orientation suivante :

Pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, les dirigeants de la CGT, de FO, de la FSU comme le PS et le PCF, sont responsables. Ils doivent se prononcer:

- **Non à l'intervention impérialiste contre l'Irak, avec ou sans couvert de l'ONU**
- **Pour le droit inconditionnel du peuple palestinien à disposer de lui-même**

et en conséquence, agir pour:

- **le retrait immédiat et inconditionnel des troupes impérialistes du Moyen-Orient, à commencer par les troupes françaises**
- **l'arrêt immédiat des raids aériens et de l'embargo contre l'Irak**
- **le boycott de l'Etat d'Israël.**

Il est possible d'imposer aux partis et syndicats issus du mouvement ouvrier de rompre avec l'impérialisme français, d'engager le combat réel contre l'intervention impérialiste contre l'Irak et pour la défense du peuple palestinien.

Ainsi, le 28 septembre, 250 000 manifestants étaient à Londres, dont des pans entiers du parti travailliste, sur cette exigence. Lors du congrès du Labour Party britannique, les soutiens de Tony Blair ont dû retirer une motion en forme de chèque en blanc à la guerre contre l'Irak, et une motion s'opposant à toute intervention, avec ou sans couvert de l'ONU, a obtenu 40% des votes.

En Allemagne, Schröder a évité une déroute électorale notamment en prenant position contre toute intervention, ce qui a rencontré un écho favorable dans de larges secteurs de la classe ouvrière.

Il est de la responsabilité du PS, du PCF, des dirigeants des confédérations CGT, FO, de ceux de la FSU ou encore de l'UNEF d'appeler à une manifestation centrale et nationale à Paris, en direction et contre l'ambassade américaine, sur les mots d'ordre:
- Non à l'intervention impérialiste contre l'Irak, avec ou sans couvert de l'ONU
- Troupes impérialistes hors du Moyen-Orient

Pour la levée immédiate et inconditionnelle de l'interdiction de l'organisation nationaliste basque Herri Batasuna

Le lundi 26 août, le parlement espagnol réuni en session extraordinaire à l'initiative du gouvernement Aznar votait l'interdiction de Herri Batasuna, organisation nationaliste basque espagnole considérée comme le "bras politique" d'ETA. Ce résultat était obtenu avec le vote positif des députés du parti socialiste espagnol et l'abstention de ceux du parti communistes. Dans la soirée même, Aznar envoyait la police évacuer le siège central de Batasuna à Pampelune. Dans la foulée, plus d'une vingtaine de locaux et de permanences, notamment de San Sebastien et de Bilbao, étaient évacués à coups de matraques. Un délégué d'un syndicat lié à Batasuna était blessé à Bilbao. Une importante manifestation de défense d'Herri Batasuna a été violemment réprimée par la police.

La loi sur les partis politiques adoptée par le parlement le 4 juin 2002, dont l'interdiction de Herri Batasuna est une conséquence, prévoit qu'il suffit dorénavant au tribunal suprême d'être sollicité par le gouvernement, par cinquante députés ou sénateurs, pour décider d'interdire un parti politique qui "*tendrait (sic!) à miner le système démocratique (re-sic!) ou apporterait un soutien actif ou tacite (re-re-sic!) au terrorisme* ". En fait, par "système démocratique " il faut entendre la monarchie espagnole, le gouvernement du parti populaire, parti dont les racines politiques remontent au franquisme et, plus généralement, le régime bourgeois, la propriété privée des moyens de production.

Ainsi l'organisation Herri Batasuna est interdite non pour avoir approuvé les attentats commis par l'ETA mais pour ne les avoir pas condamnés publiquement! Rien d'étonnant à ce que le département d'Etat américain ait approuvé le gouvernement Aznar. Il s'agit de la même politique que celle de l'administration Bush, en particulier depuis le 11 septembre 2001: sous couvert de "lutte contre le terrorisme" une offensive brutale contre les droits démocratiques, pour le renforcement de l'appareil répressif, contre le prolétariat et le jeunesse. Le gouvernement Aznar cherchant tout particulièrement à reprendre l'offensive politique après la grève générale d'une journée du mois de juin.

Il ne fait pas de doute que le prolétariat espagnol dans son ensemble condamne le terrorisme aveugle et réactionnaire pratiqué par ETA. Mais les attentats d'ETA sont un prétexte pour l'Etat bourgeois espagnol - qui emprisonne des centaines de militants basques et laisse en paix les bourreaux des GAL ainsi que leurs complices dans l'armée et la police – pour interdire un parti qui dispose encore d'un soutien réel au pays basque (élus au parlement et dans les municipalités, etc.).

Notre Cercle se prononce inconditionnellement pour le droit du peuple basque, opprimé par la monarchie espagnole, à disposer de lui-même. Mais il considère également que seule la prise du pouvoir par le prolétariat espagnol et les masses du pays basque, la destruction de l'Etat bourgeois, la constitution d'un gouvernement ouvrier appuyé sur leur mobilisation révolutionnaire, pourront garantir ce droit, dans le cadre des Etats-Unis Socialistes d'Europe.

Dans l'immédiat, alors que Sarkozy s'est rendu à Madrid le 1er août pour "*afficher l'entente de la France et de l'Espagne dans la lutte contre le terrorisme et l'immigration clandestine* "(*Le Monde*, 02/09/2002), la responsabilité des dirigeants du mouvement ouvrier français, du PS, du PCF, des directions de la CGT, de FO, de la FSU, et aussi de l'UNEF, est de se prononcer inconditionnellement pour:

- LA LEVÉE IMMÉDIATE DE L'INTERDICTION D'HERRI BATASUNA
- LA LIBÉRATION IMMÉDIATE DE TOUS LES MILITANTS BASQUES EMPRISONNÉS
- AUCUNE SANCTION CONTRE HERRI BATASUNA EN FRANCE

Le 28 septembre 2002

BULLETIN D'ABONNEMENT A "COMBATTRE POUR LE SOCIALISME"
(10 NUMEROS: 20 €UROS)

NOM:.....PRENOM:.....
.....
ADRESSE:.....
.....
CODE
POSTAL:.....LOCALITE:.....
.....

Chèques à l'ordre de : G.E.R. - Envoyer à: Serge SELLERON – 6 rue du Dauphiné – 91300 MASSY

Le budget Chirac-Raffarin-Ferry : premier acte d'une offensive d'ampleur contre l'enseignement public dont la "décentralisation" sera le coeur.

Le projet de budget du gouvernement Chirac-Raffarin : une déclaration de guerre.

Dès le 31 août, avant même la présentation du budget en conseil des ministres le 25 septembre, par des fuites, puis par la voix de son ministre de l'enseignement scolaire, X.Darcos, le gouvernement annonçait qu'il annulait sans autre forme de procès les maigres recrutements prévus pour l'année 2003 par le précédent gouvernement et prévoyait la suppression de 2 à 3000 postes administratifs dans le secondaire. En définitive, le chiffre donné le 25 septembre fut de 3412 suppressions de postes, « *essentiellement de surveillants* », précisait *Le Monde* du 26 septembre. Pour cette catégorie, ce sont 5 600 postes qui sont liquidés.

Le « plan pluriannuel » prévu par le gouvernement de la gauche plurielle était notoirement insuffisant : ainsi dans le secondaire, il prévoyait de créer 1000 postes d'enseignants, la transformation de crédits horaires en postes à hauteur de 4000, et 1500 postes de non enseignants, pour la rentrée 2003. Aucun de ses recrutements prévus ne sera réalisé, à cela s'ajoutent donc les suppressions des postes !

Les 5600 postes de MI-SE supprimés revêtent une grande importance pour tout le corps enseignant. En effet, quoique pour partie seulement, ils doivent être « remplacés » par un dispositif (qui sera dévoilé en janvier prochain) relevant de la compétence des Régions. Au travers de la liquidation pure et simple de cette catégorie, il s'agit donc de l'engagement d'une nouvelle phase de la décentralisation et de la « Réforme de l'Etat ». De plus, c'est une atteinte au droit aux études pour des dizaines de milliers de jeunes étudiants, enfants de prolétaires pour l'essentiel, qui occupent ces postes aujourd'hui.

A cela il faut ajouter le non renouvellement des premiers contrats Emplois-jeunes, (dont les titulaires seront purement et simplement jetés à la rue, conformément à la logique de ces contrats précaires de cinq ans). Soit entre dix et vingt mille adultes en moins dans les établissements scolaires, dont la disparition va être particulièrement ressentie par les professeurs des écoles. Enfin, dans les établissements scolaires, la diminution drastique du nombre de contrats de type « C.E.S. », contrats précaires et bouche-trous va aussi avoir des répercussions significatives (que l'on songe à l'argument saumâtre des dirigeants du SNES notamment qui ont prétendu durant des années qu'approuver le recrutement de personnels sous de tels contrats permettait de souligner les besoins en création de postes définitifs). Au total, c'est une véritable saignée.

Dans le primaire, le plan de recrutement du gouvernement dirigé par Jospin prévoyait 800 nouveaux postes, le nouveau gouvernement y ajoute 200 postes, alors que 40 000 nouveaux enfants sont attendus dans les écoles maternelles. Une misère. Rappelons nous qu'un tel chiffre n'aurait pu satisfaire les seules revendications des enseignants de l'Hérault et du Gard en février 2000 . Dans l'enseignement supérieur, les créations prévues sont elles aussi revues à la baisse, encore une fois amphis et TD vont exploser.

Les dirigeants syndicaux s'opposent au combat réel contre le budget

Dès la formation du gouvernement Chirac-Raffarin, son intention de supprimer des postes de fonctionnaires était connue. L'expert es licenciements qu'est Francis Mer, représentant direct du Medef installé à Bercy par Chirac, n'en avait pas fait mystère. En juillet déjà elle fut à l'ordre du jour du conseil supérieur de la Fonction publique, où se rendirent les dirigeants de la FSU. Début août certaines fuites orchestrées des lettres de cadrage pour le budget des ministères annonçaient plus clairement la couleur.
Face aux chiffres apparus en septembre, les dirigeants syndicaux n'ont pu éviter de se montrer critiques, mais le fond leur position est fort modérée. Ainsi G.Aschiéri, secrétaire général de la FSU déclare au *Monde* du 4 septembre : « *Nous avons demandé audience à Jean-Pierre Raffarin...* » Pour quoi faire ? Il précise : « *Nous ne cherchons pas a priori de conflit avec le gouvernement...* ».

Le gouvernement déclare la guerre aux enseignants, aux personnels de l'enseignement, mais le dirigeant de la principale fédération de l'enseignement, ne cherche pas « a priori » de conflit avec le gouvernement. Quelle servilité ! Il conclut : « *Le premier ministre doit donc respecter ses engagements sur le dialogue social et revenir sur un certain nombre d'arbitrages. Nous sommes prêts à discuter avec lui à tout moment. Mais s'il devait s'en tenir aux positions actuelles, il est possible qu'il y ait conflit.* » Autant dire qu'une telle position n'aboutissait qu'à faire gagner du temps au gouvernement, le projet de budget devant être examiné vers la mi-octobre.

Force est de constater que le gouvernement a maintenu son projet de budget – et ce n'est certes pas la « détermination » des dirigeants FSU à ... ne rien faire qui eût pu le faire reculer.

Qu'exigerait un combat réel contre ce budget, premier acte de la décentralisation/démantèlement de l'enseignement public ? Que les dirigeants syndicaux se prononcent clairement :Aucune suppression de poste dans l'enseignement public ! Maintien des 5600 postes de MI-SE Remplacement poste pour poste de tous les départs en retraite ! En conséquence : qu'ils rejettent catégoriquement le projet de budget 2003 de l'enseignement public.
Sur cette orientation, la responsabilité des dirigeants syndicaux est d'appeler à une manifestation centrale, nationale, des enseignants, des personnels, à l'Assemblée nationale au moment de la discussion de ce budget, contre lui. En d'autres termes, il s'agit de s'orienter contre le gouvernement Chirac-Raffarin et sa politique, de chercher à lui infliger une défaite.

A cela les dirigeants syndicaux, en particulier du Snes, ont opposé un dispositif de journées d'actions catégorielles. Le 24 septembre journée d'action MI-SE et « aides-éducateurs ». Le 25 septembre, « journée d'expression des précaires ». Il faut le dire : faire reposer sur les épaules des seuls MI-SE un combat pour la défense de leurs corps qui exige de s'en prendre au budget de l'enseignement est une véritable crapulerie. Ce combat ne pourrait aboutir qu'en étant engagé par l'ensemble des personnels. D'autant qu'il ne s'agit pas pour le gouvernement de modifier le statut des MI-SE, mais d'en finir directement avec eux. Mais combattre n'est pas ce que cherchent les dirigeants syndicaux.

Pour preuve : après l'annonce officielle du budget, le 25 septembre, l'ensemble des fédérations syndicales (et anti-syndicales) de l'enseignement, hormis FO, ont appelé à une grève unitaire le 17 octobre. Que les personnels cherchent à l'utiliser pour leur compte est une chose. Autre chose est de constater l'orientation qui est celle des fédérations. Leurs mots d'ordres sont :
« *-pour d'autres choix budgétaires.*
-une programmation pluriannuelle permettant les recrutements nécessaires pour faire face aux départs en retraite prévisibles.
-la résorption de la précarité.
-un service public dynamique et démocratique assurant une véritable égalité. »

Quel tour de force ! Ce texte ne remet pas directement en cause le projet de budget. La grève n'est pas appelée le jour de la discussion budgétaire. Aucune manifestation centrale n'est prévue ce jour là, et pour cause !

Enfin, pendant les préparatifs de la « grève unitaire », la concertation avec le gouvernement bat son plein, au sujet de la « réforme de l'Etat ». Aschieri (FSU), reçu le 30/09 par J-P.Delevoye à ce sujet, en sort en déclarant :

C'est vouloir délibérément duper les enseignants. Car les suppressions de postes, en particulier ceux des MI-SE, sont précisément l'objectif de la « décentralisation » dont va discuter Aschieri ainsi que ses confrères dirigeants des syndicats de l'enseignement public avec le gouvernement Chirac-Raffarin.

La décentralisation arme contre l'enseignement public et ses personnels.

Dès le mois de juillet, au nom du gouvernement Delevoye annonçait la marche générale vers la décentralisation et la réforme de l'Etat, en clair, la casse des statuts nationaux de la Fonction publique, l'atomisation des fonctionnaires, leur soumission aux baronnies locales.

Le 24 septembre, Raffarin en personne a rencontré les recteurs pour les entretenir « décentralisation ». Le cadre est clair : le gouvernement annonce ce qu'il entend soumettre du ministère de l'Education nationale à la décentralisation. En fait, seuls à cette étape en sont exclus, le recrutement des enseignants, les programmes et les diplômes. Tout le reste peut en réalité se trouver soumis donc, soit à « l'expérimentation », soit dans un futur plus ou moins proche à la loi de décentralisation.
Un premier projet de loi sera présenté devant le conseil des ministres en octobre, puis discuté, région par région dans des « assises de la décentralisation », préparant donc la prise en charge de certaines tâches par les régions. Les assises auxquelles les dirigeants des fédérations syndicales sont conviés préparent, pour janvier, le passage du projet de loi devant l'assemblée nationale.

En réalité donc, la suppression des postes de MISE inaugure un processus politique plus large, qui devra dans un premier temps soumettre des pans entiers de l'enseignement public aux régions. Ainsi dans une enquête menée par le journal Le Monde (24/09), les différents exécutifs régionaux ont donné leur vision de la décentralisation, et revendiqué certaines « compétences ». Voici donc un aperçu du contenu des futures assises :
-construction des universités, prise en charge des logements étudiants, et même pour certaines d'entre elles, elles revendiquent « *la responsabilité de l'élaboration de la carte des formations supérieures avec le financement et le fonctionnement des établissements* ».
-en matière de formation professionnelle, on réclame ici toutes les décisions sur les formations professionnelles, ou encore là, de transformer les rectorats en établissements publics afin de régionaliser la relation qui existe entre formation professionnelle et emploi (localement).
-en matière d'orientation, les régions veulent créer des établissements associant ANPE, et rectorats, ou encore contrôler l'ONISEP et les CIO.
-la gestion des personnels ATOSS des établissements scolaires.

Au travers de l'énoncé de ces aspirations, il est clair, que malgré les déclarations sur le maintien du recrutement national des enseignants, des diplômes et des programmes, à plus ou moins brève échéance, ils ne pourraient se maintenir dans un système qui serait d'ores et déjà atomisé. Le gouvernement ne prétend maintenir une certaine unité dans certains domaines que pour des raisons tactiques. Or comment aujourd'hui peut-on arrêter la décentralisation ? En combattant sa première mesure, c'est

à dire la mise sous tutelle régionale des MISE, inscrite... au projet de budget. En imposant aux dirigeants syndicaux qu'ils boycottent et appellent au boycott des assises régionales du gouvernement.

Le gouvernement et sa conception de l'enseignement : la conférence de presse de rentrée de Ferry

A la suite de la déclaration de politique générale de Raffarin pour le compte de son gouvernement devant l'assemblée bleu CRS, Ferry en conférence de presse, a balisé son territoire. Il parle en expert es démolition, ce à quoi il a œuvré depuis des années à la tête du Conseil National des Programmes.

Au nom d'un retour aux valeurs équilibrées du travail (sic), le gouvernement annonce ses grands objectifs : a qualité de l'enseignement, (par antiphrase évidemment), et le renforcement de l'autonomie. La qualité de l'enseignement français une fois louée, voici comment Ferry précise ce qu'est sa conception en la matière:

« *Mais nous nous devons d'exiger la même qualité dans tous les aspects de la vie scolaire et universitaire, au premier rang desquels je citerai évidemment la sécurité des personnes mais aussi l'accueil des élèves et des étudiants et la réussite de leur orientation. De plus, si nous voulons favoriser une meilleure coordination entre les composantes scolaires et extra-scolaires de l'éducation, il faudra encore améliorer l'accueil des parents au sein des écoles, des collèges et des lycées... Seul l'objectif d'une meilleure qualité peut justifier l'attribution de moyens supplémentaires : cet objectif devra à l'avenir être inscrit dans les projets d'établissement et traduire ainsi l'effort de la communauté éducative.* »

Cette approche déjà initiée par les gouvernements précédents veut faire dépendre l'attribution de moyens du « projet de l'établissement »Aux personnels, soumis au décisions des conseils d'administration, de faire « des efforts ». S'ils sont sages, ils auront des moyens ... pour appuyer ces efforts, soit, on s'en doute, des moyens pour tout sauf améliorer les conditions d'enseignement. Pour preuve, les suppressions des créations de postes prévues dans le secondaire dans le budget.

Améliorer la « qualité de l'enseignement » pour Ferry, c'est faire entrer les flics à l'école, « l'orientation » à la sauce patronale, y faire appliquer des mesures comme celles contenues dans la loi Perben, pour « outrage à enseignant », ou encore celles qui se trouvent dans le pré-projet de loi Sarkozy, dit de sécurité quotidienne en matière d'absentéisme scolaire. C'est aussi l'expulsion des élèves et des étudiants du système scolaire vers les stages et la soumission au patrons, faire entrer les parents dans l'école, afin de la soumettre de plus en plus à leur pression.

Pour arriver à cela, le gouvernement veut encore élargir l'autonomie des établissements, dans le cadre bien sûr de la décentralisation, c'est à dire leur soumission locale aux intérêts de la bourgeoisie.

Trois domaines devraient donc être « réformés » durant la législature-présidence. « *-la répartition des compétences et les mesures de déconcentration. –la gestion des personnels d'encadrement. –le dialogue* ». Cette formulation éclaire d'un autre jour les projets en matière de décentralisation !. La gestion des personnels d'encadrement, est une conséquence de ce chantier majeur. Mais surtout, le dialogue, maître mot du gouvernement n'est pas oublié : il s'agira d'associer le plus largement possible les dirigeants syndicaux de l'enseignement à cette déconcentration, pour la rendre tout simplement possible, viable, et à terme, en faire des relais de l'administration « déconcentrée » dans la gestion des compétences.

Cela se traduit donc par des chantiers « prioritaires », tels que « l'articulation entre enseignement général et professionnel », dont les conséquences sont les suivantes : « il faut poursuivre les expériences d'installation de classes de troisième en lycée professionnel, en développant l'apprentissage et l'alternance dans les établissements publics... ». Sur la répartition des compétences, on ne trouve rien dans la conférence de presse du gouvernement... Cela dit, une précision peut être apportée sur les budgets futurs, en application de la réforme de la procédure budgétaire :

« c'est d'ici à 2005 qu'il sera demandé à chaque ministère de déterminer ses objectifs prioritaires pour l'application de la loi organique sur les lois de finance. Ce sera à coup sûr l'occasion de déterminer ce qui est de la compétence de l'Etat et de renforcer ainsi son rôle régulateur. J'estime qu'il est indispensable d'offrir à nos concitoyens la plus grande lisibilité et une meilleure efficacité de notre service public. N'oublions pas qu'il nous faudra remplacer près de 180 000 professeurs de l'école primaire à l'université d'ici les cinq prochaines années... »

Remplacer ou alors justement pas... voilà l'objet de la définition des ces fameux objectifs prioritaires... Tout un programme, parfaitement réactionnaire, totalement soumis aux volontés de la bourgeoisie et à ses attentes les plus urgentes.

Cependant, cela n'a pas empêché, les dirigeants du Snes de déclarer au lendemain de cette conférence de presse « *on peut souscrire à une volonté de s'adresser à la jeunesse sans démagogie, en laissant de coté le « jeunisme », et le maintient dans l'enfance. (sic) On peut aussi souscrire à la priorité d'en finir avec la « fracture scolaire », si celle-ci s'inscrit dans une politique ambitieuse d'augmentation du nombre et de la qualité et des diplômés et des étudiants.* ».

Le terrain sur lequel se placent les dirigeants du Snes, est une "critique constructive" comme on le voit.

Les dirigeants du Snes, de la FSU, dans la foulée de leur appel à plébisciter Chirac

Comme dans tous les secteurs le gouvernement Chirac-Raffarin s'avance grâce à la collaboration des dirigeants syndicaux, qui, au lieu de lui faire la guerre, « dialoguent » et lui ouvrent la voie.

Dès sa CA nationale du mois de juin, le Snes a théorisé son soutien au gouvernement. En effet, son orientation globale définie et adressée aux syndiqués, notamment aux travers des différents bulletins signifie, nous ne ferons rien

contre ce gouvernement. Dans la foulée du plébiscite de Chirac auquel ils ont appelé :

« Le mouvement syndical doit aujourd'hui doit éviter plusieurs écueils : celui du procès d'intention ou du troisième tour social, celui de s'arc-bouter sur une démarche purement défensive, sans être porteur de projets pour de nouveaux progrès sociaux, mais aussi celui de ne pas dénoncer nettement les premières décisions et projets du gouvernement Raffarin... Pour le secteur de l'éducation nationale, les propositions des ministres ne sont pas manifestement à la hauteur des enjeux... »

Comme dans tous les secteurs, le baratin sur le refus d'un prétendu « troisième tour social » signifie qu'il n'est pas question de combattre le gouvernement pour les dirigeants syndicaux !

Cette position de soutien ouvert, n'est que le produit de plusieurs mois de soumission à Chirac et à ses hommes depuis l'élection présidentielle. Après avoir contribué à la défaite du premier tour en se drapant dans une prétendue « neutralité », refusant d'appeler à voter pour les candidats des partis et organisations ouvriers, les dirigeants des syndicats enseignants, « citoyenneté » à al bouche, ont appelé en chœur à voter Chirac (sauf ceux de FO). Le 24 avril la FSU avait d'ailleurs signé une plate-forme commune avec la CGT, mais aussi la CFDT et l'UNSA déclarant :

« Les organisations syndicales signataires considèrent qu'il est de leur responsabilité de combattre les idées racistes, xénophobes, antisémites et populistes. Elles entendent défendre les valeurs démocratiques et républicaines de tolérance, d'égalité, de liberté et de fraternité qui sont à la base de la démarche syndicale (on avait cru qu'il s'agissait de défendre les intérêts matériels et moraux des prolétaires). Elles sont déterminées à faire obstacle au programme de l'extrême-droite qui attaque en règle la sécurité sociale, entend mettre à mal l'éducation,(alors que voter Chirac permet de défendre la sécu et l'enseignement public, sans doute ?) programme fondé sur les discriminations et la xénophobie et qui nie purement et simplement le cadre européen (entre les deux tours, le FN a ouvertement fait allégeance à l'Union Européenne des capitalistes !). Elles appellent à faire barrage, par leur vote, à Jean-Marie Le Pen ».

On appréciera mieux la signification d'un tel appel en se souvenant qu'en 1958, la FEN avait appelé à une manifestation contre l'investiture de De Gaulle suite à son putsch, quand de Gaulle se présentait en « sauveur » face à la rebellion des militaires.

Les enseignants ont effectivement voté massivement, peut être plus que les autres secteurs du prolétariat pour Chirac, ce qui est évidemment une première et ne peut manquer de peser sur eux à la rentrée. Mais cela ne s'est pas arrêté là.

Aussitôt formé le gouvernement Chirac-Raffarin reçoit l'onction des directions syndicales.

Immédiatement, Chirac nomme un gouvernement, émanant de sa personne présidentielle, et le qualifie de gouvernement de mission. De fait le gouvernement ainsi formé a bien une mission, permettre à Chirac d'obtenir une majorité à l'assemblée nationale, lui permettre d'appliquer son programme ultra-réactionnaire. Tandis que les dirigeants du PS et du PCF revendiquent la « victoire de la démocratie », grâce à leur appel à voter, les dirigeants syndicaux eux, portent sur les fonds baptismaux le nouveau gouvernement, dans l'eau lustrale du dialogue social.

Ainsi le plus rapidement possible, l'ensemble des dirigeants syndicaux, confédérations et fédérations sont reçus, par Raffarin lui même, ou ses ministres. Pour ce qui concerne la Fonction publique, les fédérations de l'enseignement, et en particulier la FSU, est reçue par Delevoye, ministre de la fonction publique, puis par Ferry, ministre de l'éducation nationale. Dans ses cartons, Delevoye amène, le non-remplacement des fonctionnaires, l'allongement de la durée de cotisation à 40 annuités pour une retraite pleine pour les fonctionnaires, des baisses de pouvoir d'achat, et donc des salaries réels.

Sans appeler à voter cette fois-ci, les dirigeants syndicaux, dont ceux de l'enseignement, notamment ceux de la FSU ont mené campagne pour une victoire de Chirac aux législatives. Ils ont bien joué leur rôle et c'est ce qu'il advint. C'est précisément cette politique menée depuis le mois de mai qui permet au gouvernement de s'engager dans les coupes au projet de budget 2003, de préparer dès ce projet de budget la décentralisation, en attendant les prochaines étapes. C'est bien cette politique qu'il faut briser.

La voie du combat : que les dirigeants syndicaux rompent avec le gouvernement

Pour autant, les enseignants gardent une capacité incontestable à combattre. En témoigne la grève générale qui a eu lieu en Guadeloupe et s'est achevée par un succès incontestable en matière de créations de postes, même si les revendications initiales n'ont pas été totalement satisfaites. La Guadeloupe n'avait pas plus été épargnée que la métropole par l'appel à l'union sacrée derrière Chirac lors des présidentielles.

La première question posée aux enseignants à la rentrée était d'imposer aux directions syndicales qu'elles engagent le combat sur la question du budget contre le gouvernement Chirac-Raffarin, gouvernement des suppressions de postes, du démantèlement de l'enseignement public. Contre les suppressions de postes de surveillants, contre l'amorce de la décentralisation/démantèlement de l'enseignement, et pour la création des postes nécessaires. Ce sont des milliers de postes qui manquent, dans le primaire, mais aussi dans le secondaire. Le recours de plus en plus massif aux vacataires et contractuels dans l'enseignement secondaire en est un indice. Dans une académie, comme celle de Clermont-Ferrand, de petite taille et réputée en « baisse

démographique », leur nombre va passer de 450 à 750 durant l'année scolaire 2002-2003 !
Ce combat exigeait que les dirigeants syndicaux, FSU, FNEC-FO, UNSEN-CGT, et de leurs syndicats se prononcent sur :
-aucune suppression de postes ;
-remplacement poste pour poste des départs en retraites ;
-maintien des 5600 postes de MISE, dans le cadre du ministère de l'Education nationale.

Sur ces mots d'ordres, l'appel à une manifestation centrale et nationale à l'assemblée afin d'empêcher les députés, la majorité UMP, d'adopter le budget de l'enseignement public coulait de source. Un tel combat pouvait être mené, comme le montre la motion adoptée sur cette ligne par la section Snes, du lycée Virlogeux de Riom (63) à l'unanimité moins une voix (celle d'un membre du courant « front unique » !). Mais, alors que nous sommes maintenant à quelques jours de la présentation du budget, à la veille de la journée de grève du 17 octobre qui, aussi massive puisse-t-elle être, interdit dans le même temps le combat contre le vote du budget le 23 octobre, la possibilité que se réalise une telle manifestation est presque totalement évanouie (y compris pour des raisons de calendrier scolaire, les vacances débutant le même 23, ce que, c'est certain, les dirigeants du SNES et le gouvernement manient avec une habileté indéniable)
Aussi, contre la décentralisation, contre le démantèlement de l'enseignement public, l'ordre du jour va amener au premier plan l'exigence que les dirigeants syndicaux refusent de cautionner l'opération de démantèlement de l'enseignement public, en rompant avec la participation, et d'abord en boycottant et appelant au boycott des assises de la régionalisation organisées par le gouvernement Chirac-Raffarin.

Les problèmes des enseignants sont des problèmes politiques : c'est uniquement dans le combat pour le front unique de leurs organisations syndicales contre ce gouvernement UMP, pour briser son offensive, qu'il sera possible de défendre le cadre national de l'enseignement public, les statuts, les revendications des enseignants. C'est ce combat que mènent les militants enseignants du Cercle pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire.

Le 8 octobre 2002

A propos du Front National

Le Pen présent au second tour de l'élection présidentielle

Au soir du 21 avril 2002, date du premier de l'élection présidentielle, alors que la plupart des invités des « soirées électorales » se préparait à débattre de l'issue d'un second tour opposant Chirac à Jospin, coup de tonnerre : Le Pen devançait Jospin de 194600 voix, rassemblant 16,9 % des votes exprimés, et n'était devancé par Chirac que de 861142 voix, lequel ne réalisait que 19,9 % des votes exprimés. Le Pen battait Chirac dans 39 départements de la métropole sur 96. Il arrivait en tête dans 9 régions sur 21. Jospin était éliminé pour le second tour.

Dés le 21 avril au soir, l'élection de Jacques Chirac était acquise. Pour la première fois depuis 1969, aucun candidat représentant un parti ouvrier ne serait présent au second tour. Cette qualification de Le Pen, candidat du Front National (FN) a représenté pour ce parti un succès politique incontestable. Ceci d'autant plus que le FN avait connu une importance scission fin 1998 avec le constitution du MNR de Bruno Mégret, alors candidat à la succession de Le Pen, et que, dans cette crise, le FN avait perdu une grande partie de ses cadres et élus locaux dont près de la moitié de ses conseillers régionaux. Enfin, si on ne peut pas exclure que le retrait de Charles Pasqua a profité à Le Pen, il est aussi vrai que la présence d'un candidat du CNPT avait pour fonction de rabattre au compte de Chirac un électorat réactionnaire susceptible de se tourner vers le FN.

Par comparaison au premier tour de l'élection présidentielle de 1995, Le Pen progressait de 1,6 % par rapport aux suffrages exprimés (+ 0,23 % par rapport aux inscrits). Il faut ajouter que, toujours par rapport à 1995, l'addition des voix du FN et du MNR a représenté une progression du vote pour les partis se réclamant de l'extrême droite de 4,20 % par rapports aux exprimés (+1,85 % par rapports aux inscrits), soit une progression en nombre de voix par rapport aux résultats du FN en 1995 de 19,72 % alors que l'abstention et le vote nuls ont progressé de 7,33 %. Le FN seul, sans le MNR, a amélioré son score dans tous les départements de la métropole à l'exception de 5.

Le FN conforte son implantation électorale

Le résultat du second tour de l'élection présidentielle a été une confirmation de ce succès. Le Pen réalise un petit peu plus que les voix du FN et du MNR du premier tour, progressant de 0,25 % par rapport aux inscrits et réalisant 19,20 % par rapport aux exprimés. *Le Monde* du 10/5/02 commentait ainsi le second tour « *Le Pen renforce ses bastions et conquiert de nouveaux territoires* » Ceci dans des conditions où au nom du « Front Républicain » une campagne forcenée pour le vote en faveur de Chirac, l'érigeant en dernier rempart de la République et de la Démocratie, s'est développée entre les deux tours, associant aux partis bourgeois traditionnels et aux Verts les partis et organisations ouvrières, à l'exception de FO et de Lutte Ouvrière, les représentants de la « société civile », les personnalités « bien pensantes » de tout bord, les églises et les loges maçonniques, la presse, les associations sportives, scientifiques, les organisations caritatives... et même une partie de l' « extrême gauche » par l'intermédiaire de la LCR. De plus il faut ajouter que Le Pen n'a pas recueilli toutes les voix de Mégret, conséquences de la lutte fratricides que se sont menés les deux chefs, mais a par contre mordu sur une partie de l'électorat des partis bourgeois traditionnels, notamment celui de Démocratie Libérale.

En revanche lors des élections législatives, le FN n' a par réalisé le résultat espéré par son chef. Par comparaison au premier tour des élections législatives de 1997 et même celle de 1993, il réalise un score inférieur. Sans le MNR, il réalise en 2002 11,34 % des exprimés (6,99 % des inscrits) contre 15,1 % des exprimés en 1997 (9,8 % des inscrits) et 12,68 % des exprimés en 1993 (8,27 % des inscrits). En 1997, le FN avait pu se maintenir dans 133 circonscriptions au second tour, en provoquant 76 élections triangulaires (dont 46 finalement gagnées par les candidats de la gauche plurielle) et obtenant un élu (Jean-Marie Le Chevallier à Toulon) ; en 2002, il n'est resté en lice que dans 37 circonscriptions, dont seulement 10 ont donné lieu à des triangulaires, et n'a pas obtenu d'élu.

Ce résultat ne remet pas en cause la place politique acquise par le FN lors de l'élection présidentielle. Il s'explique par le fait que dés sa constitution, le gouvernement Chirac- Raffarin, pour capter l'électorat du FN et du MNR, s'est empressé de faire sien leurs programmes sur certains aspects d'une manière démonstrative, en particulier en matière de politique répressive et policière. De plus, pour le premier tour, fort de son élection plébiscitaire, Chirac a été en mesure d'imposer la loi de l'UMP qui a présenté 551 candidats uniques sur un total de 577 circonscriptions. Il est clair qu'une partie de l'électorat de Le Pen a voté "utile" au 1er tour pour en finir avec la cohabitation. Enfin, la présence du MNR, qui a obtenu 1,08 % des exprimés (0,68 % des inscrits) a contribué, malgré le score réduit de ce parti, à l'élimination de candidats du FN au second tour.

En aucun cas l'orientation du « Front Républicain » n'a permis de combattre et de « faire reculer » le FN. Il conserve toute sa place politique et de plus la conforte. Il est dans l'immédiat un point d'appui pour le gouvernement Chirac-Raffarin dans la mise en œuvre d'une politique redoublant les attaques pour poursuivre la liquidation des acquis du prolétariat et de la jeunesse dans tous les domaines. Il est maintenant plus qu'un aiguillon : il donne le ton dans bien des domaines, en premier lieu celui de la répression policière et des attaques contre les libertés démocratiques mais pas seulement.

La nature du FN

Le FN doit être caractérisé politiquement. Pour justifier le vote Chirac et enserrer le prolétariat et le jeunesse sur la ligne du « Front Républicain », le PS, le PCF, les dirigeants, des organisations syndicales ouvrières et enseignantes et la LCR présentent le FN comme un parti fasciste. Tel n'est pas le cas et il convient d'ajouter immédiatement que, même s'il en était ainsi, l'orientation du « Front républicain » ou de la lutte pour la défense de la « Démocratie », ou encore la politique du « front populaire » et ses variantes édulcorées telle celle de la « gauche plurielle », ne permet pas de vaincre le fascisme et d'écraser les partis fascistes. Au contraire, elle désarme et impuissante la classe ouvrière et la jeunesse et les conduit invariablement à la défaite, servant les intérêts fondamentaux de la bourgeoisie. Le prolétariat l'a appris à ses dépens en subissant des défaites tragiques et sanglantes, par exemple en Allemagne, en Italie et en Espagne dans les années 1920-1930, mais aussi, plus récemment au Chili au début des années 1970. Il vient encore d'en faire une cruelle expérience en France, bien entendu dans une moindre mesure, avec l'élection triomphale de Chirac, l'élection d'une majorité « bleu CRS » à l' Assemblée Nationale, la constitution du gouvernement Chirac-Raffarin. En 1938, dans le Programme de Transition Léon Trotsky indiquait :

« C'est pourquoi la divulgation impitoyable de la théorie et de la pratique du « Front populaire » est la première condition d'une lutte révolutionnaire contre le fascisme ».

Le FN n'est pas un parti fasciste. Pour qu'il ait la possibilité de le devenir réellement il faudrait comme condition préalable qu'un fraction significative de la bourgeoisie et du capital financier estime nécessaire de s'engager vers la solution fasciste pour affronter le prolétariat. Historiquement, le capital financier s'est engagé dans cette voie dans les années 1920-1930 en Europe (en particulier en Italie et en Allemagne), dans le contexte de la crise de dislocation de l'économie capitaliste, nécessitant une offensive d'une brutalité sans précédent pour affronter et écraser le prolétariat, allant jusqu'à la destruction totale des organisations de la classe ouvrière. En Espagne, le Front Populaire a endigué la révolution prolétarienne et a ouvert la voie à la victoire militaire de Franco et à l'instauration d'un régime fasciste. En France, aujourd'hui, tant du point de vue du développement de la crise du mode de production capitaliste que des rapports politiques entre les classes, la bourgeoisie et le capital financier n'ont pas opté pour cette solution politique. A ce stade des développements de la lutte des classes en France, ils se sont simplement appuyés sur la collaboration de plus en plus étroite et ouverte des organisations et partis ouvriers, que ces derniers soient au gouvernement ou dans l'opposition, pour réaliser leurs objectifs. Ils ont mesurés que n'ont seulement ce n'était pas une nécessité politique immédiate mais que surtout le risque de provoquer en réaction une radicalisation de la classe ouvrière et de la jeunesse était bien trop important.

En particulier, ils n'ont pas permis que le FN se développe en tant que véritable parti fasciste en organisant des troupes de choc, constituées pour l'essentiel de fractions de la petite bourgeoisie déclassée jetées sur la pavé par le crise économique, tels que le furent les « SA » du parti nazi en Allemagne ou encore les « fascio » de Mussolini, bandes armées, opérant en partie dans l'illégalité. Ni Le FN ni le MNR n'a eu la possibilité politique de s'engager dans cette voie. En témoigne le fait que pour protéger la manifestation qu'il a organisé le premier mai 2002 à Paris, le FN a dû adjoindre à son service d'ordre les services d'une société spécialisée dûment appointée. Pour que Le FN puisse se doter d'un organisation de masse à caractère paramilitaire il aurait fallu que le capital financier le veule en y mettant les moyens politiques et matériels, en faisant en sorte qu'une partie de l'appareil d'État, au sein de la police, de l'armée et de la justice collabore et soit bienveillante à la réalisation d'un tel objectif. *Combattre Pour le Socialisme* N° 41 du 1/2/92 précisait :

« Sans aucun doute Le Pen et le Front National développent les vieux fantasmes ultra-réactionnaires du nationalisme, du racisme dont ont usé Mussolini et Hitler, et non seulement eux mais aussi les organisations et partis bourgeois d'extrême droite. Pour que Le Pen soit un « Duce » ou un « Führer » et que le FN soit un authentique mouvement fasciste, ils devraient encore mener une intense agitation contre le régime politique en place (en l'occurrence la cinquième république) et contre la « démocratie » ; il leur faudrait utiliser une démagogie « anticapitaliste » forcenée bien que de façade et surtout disposer de « chemises noires » ou de « SA », commandés et dirigés par des officiers de réserve ou d'active, qui attaquent les organisations ouvrières, leur militants, leurs réunions, leurs manifestations, matraquent et tuent. »

Une politique, un programme ultra-réactionnaires

S'il n'est pas un parti fasciste, le FN n'est pas pour autant un parti bourgeois comme les autres.

C'est un parti bourgeois ultra-réactionnaire, populiste et démagogue. Sur le fond son programme est celui de la défense du capital et de l'ordre bourgeois : c'est un parti au service du grand capital qui dans bien des domaines exprime crûment les revendications des couches les plus réactionnaires de la bourgeoisie française et qui clame haut et fort ce que les autres partis bourgeois développent avec plus de prudence et de circonspection en fonction des rapports politiques.

Ainsi le programme du FN propose la suppression de l'impôt sur le revenu, de l'impôt de solidarité sur la fortune, la suppression totale des droits de succession au sein de la famille, la réduction massive des impôts pour les petites et moyennes entreprises. Le FN se présente en défenseur des couches de la bourgeoisie française qui ont fait les frais de la réalisation de l'Union Européenne... en prenant la précaution, soucieux de prendre en compte la

politique du grand capital, de ne pas la remettre fondamentalement en cause. En matière de politique sociale, la référence de Le Pen est celle de Georges Bush Junior et du parti républicain aux États-Unis : réduction du budget de l'État qui devrait être « recentré » sur ses missions régaliennes (armée, police, justice) ; privatisation des systèmes de protection sociale et mise en concurrence de la sécurité sociale et des caisses de retraites avec les assurances privées; développement sans limite des régimes de retraite par capitalisation; l'ouverture massive de l'enseignement à tous les niveaux au secteur privé, en particulier à la hiérarchie catholique et suppression de la scolarité obligatoire de 6 à 16 ans. A l'instigation des intégristes de l'église catholique le Front National prône l'interdiction de l'avortement, l'incitation au « retour au foyer» pour les femmes, la limitation drastique du droit au divorce. Il faut ajouter bien entendu un arsenal de mesures racistes et xénophobes contre les travailleurs immigrés sur la ligne de la « préférence nationale » et de l'instauration d'un « strict droit du sang » comme remède miracle au chômage. En matière de renforcement de l'État bourgeois, outre le rétablissement de la peine de mort, le FN développe un programme à caractère policier d'attaques contre les libertés démocratiques vers l'instauration d'un État que les flics, les juges, les matons pourraient servir en toute impunité, programme que, il faut le dire, le gouvernement Chirac-Raffarin et son ministre Sarkozy reprennent en grande partie à leur compte et mettent en oeuvre aujourd'hui. Enfin, le FN développe un nationalisme exacerbé qui séduit la vielle bourgeoisie nostalgique de l'empire colonial et de la grandeur de la « communauté française ». Il se fait l'avocat d'un renforcement des capacités militaire de l'impérialisme français, de l'efficacité de son armée et d'un renouveau de ses facultés d'intervention dans le monde afin qu'il retrouve sur ce plan une place honorable auprès des autres impérialismes.

Sur cette ligne de fond, l'expression politique du FN peut subir des inflexions. Le Pen et le FN n'ont de cessent de montrer à la bourgeoisie qu'ils peuvent constituer une solution politique crédible pour la bourgeoisie et une alternative aux partis bourgeois traditionnels. De ce point de vue, la bourgeoisie a saisi tout l'intérêt de l'existence de ce parti comme point d'appui et même fer de lance à la mise en œuvre de sa politique contre le prolétariat. Mais pour élargir sa base électorale, en particulier en mordant dans l'électorat traditionnel des partis ouvriers, le FN développe une politique totalement démagogique, dénonçant à certains moments la « bande des quatre » et les partis de « l'establishment », à d'autres l'implication du RPR et de son chef, Chirac, dans les affaires, allant jusqu'à stigmatiser l'impérialisme américain et jusqu'à préconiser, par exemple avant le premier tour de l'élection présidentielle, l'abandon de l'Euro et le retour au franc...pour effectuer un virage à 180° entre les deux tours, suite à la mise en garde du MEDEF sur la question. Ces zigzags sont source de frictions sérieuses au sein du FN et même de crises, comme celle qui a abouti à la rupture avec Bruno Mégret en 1999.

Dans le lignée d'un courant politique français

Il est incontestable que la direction du FN, le proche entourage de Le Pen et sa garde rapprochée sont constitués de nostalgiques du fascisme et du régime de Vichy, se situant dans la lignée de la vielle bourgeoisie française ultra-réactionnaire, cléricale, colonialiste et corporatiste. Celle qui a momentanément liée sont sort au régime du maréchal Pétain, qui a fait le dos rond à la libération et qui a dû se résigner à accepter d'être muselée politiquement, en particulier à partir de la prise du pouvoir par de Gaulle en 1958. Le FN représente une opportunité pour qu'elle s'exprime à nouveau au grand jour et joue un rôle politique. Le direction du FN postule à en être le porte-parole et est prête, le moment venu si nécessaire, si le capital en décide ainsi, à s'engager dans la voie de la constitution d'un véritable parti fasciste en France. Par la voie de ses dirigeants, le FN se réfère à la tradition politique de l'extrême droite française fascisante. Ainsi dans un interview au grand jury *RTL-Le Monde* (*Le Monde* du 30/4/02) Bruno Gollnisch, délégué général du FN déclarait :

« Question : le dernier numéro d'Agir, le journal du front national de la jeunesse, rend un vibrant hommage aux émeutes provoquées par les ligues d'extrême droite le 6 février 1934.
Réponse : je reconnais bien là la fougue de nos jeunes gens, et elle m'est tout à fait sympathique.
Question : vous revendiquez donc la filiation avec l'extrême droite de ces années-là ?
Réponse : Je revendique la lutte contre les systèmes corrompus et inefficaces, comme l'a été effectivement la troisième république finissante.
Question : et l'action des ligues d'extrême droite ?
Réponse : mais c'était de grands patriotes.
Questions :antisémites compris ?
Réponse : c'était de grands patriotes. Je vous rappelle que le colonel de La Roque a été déporté par les allemands ».

Cette filiation revendiquée par Bruno Gollnisch n'est pas anodine ; il ne s'agit pas d'une simple forfanterie . Elle concrétise le fait que le courant politique qui se reconstitue autour de du FN et de Le Pen a des racines historiques dans une fraction de la vielle bourgeoisie française ultra-réactionnaire. Celle, qui, issue et liée à la vielle aristocratie et à l'église, plonge ses racines lointaines dans la contre révolution pour abattre par la première République, le camp des vendéens, les partisans de la restauration monarchique après la Commune de Paris, le camp des anti-Dreyfusards et celui de l'extrême droite française dans les années vingt et trente, le camp de la collaboration de Pétain avec le régime nazi ...

Force sociale au sein de la classe dominante, elle a toujours su conserver ses relais au sein de l'appareil d'État. Le parcours de Maurice Papon, fonctionnaire zélé dans l'application de la politique du régime de Vichy et responsable à ce titre de la déportation de milliers de personnes vers les camps d'extermination nazis, préfet de

police de Paris au moment du massacre de centaines de travailleurs algériens d'octobre 1961, ministre du budget dans le gouvernement de Giscard d'Estaing, aujourd'hui libéré par la justice bourgeoise pour finir ses vieux jours en paix, en est une illustration. Ce n'est pas du néant que surgit le FN.

Le fil d'une certaine continuité

En 1965, l'échec le Tixier-Vignancourt, ancien notable du régime de Vichy, avocat non commis d'office de Pétain et du général Salan, lors du premier tour de l'élection présidentielle (5,3 % des suffrages exprimés) consacre la défaite politique face à de Gaulle des milieux de la bourgeoisie françaises hostiles à l'abandon des restes de l'empire colonial, en l'occurrence de l' Algérie (on dénombre parmi les membres de l'organisation à vocation paramilitaire, le groupe Occident, qui mena activement la campagne pour Tixier-Vignancourt, en particulier dans le jeunesse étudiante, de sombres personnages comme Alain Madelin, Gérard Longuet ou Patrick Devidjan, actuel ministre délégué aux « libertés locales » dans le gouvernement Chirac-Raffarin).

Le Front National pour l'Unité Française s'est constitué en octobre 1972, à l 'initiative du groupe fasciste Ordre Nouveau dont Le Pen était le président, comme front de groupuscules fascistes et d'extrême droite rassemblant des rescapés, dont de nombreux cadres de l'OAS (Organisation de Armée Secrète, crée en 1961 par les partisans des généraux factieux après l'échec du putsch d 'Alger d'avril 1961) de la lutte de de Gaulle pour rétablir l'ordre et la cohésion de l'État bourgeois. En 1973, l'une des composantes principales du FN, l'organisation Ordre Nouveau, est interdite suite à des affrontements avec la LCR, qui fut elle aussi dissoute à cette occasion. Jean-Marie Le Pen prend alors le contrôle du Front National.

C'est déjà un vieux routier des milieux de l'extrême droite fascisante : militant des corporations étudiantes dés 1947, parachutiste en Indochine en 1953, député de l' Union de Défense des Commerçants et des Artisans (UCDA) de Pierre Poujade en 1956, engagé volontaire en 1957 et identifié comme tortionnaire en Algérie, fondateur en 1960 du Front National pour l'Algérie Française, animateur de la campagne électorale de Tixier-Vignancourt.

Lors des élections législatives de 1973, le FN présentent 104 candidats qui recueillent en moyenne 2,3 % des exprimés, sur un programme se réclamant de la « droite nationale, populaire et sociale », ouvertement fascisant et dont la référence à l'étranger est le MSI en Italie. En mai 1974, Le Pen peut se présenter à l'élection présidentielle et obtient 0,74 % des voix au premier tour. Déjà en 1977, le FN est admis sur de nombreuses listes d'union avec les partis UDF-RPR lors des élections municipales dans certaines villes du sud-est de la France lors des élections municipales. En mars 1978, le FN présente 168 candidats aux élections législatives qui réalisent un score tout à fait négligeable. En 1981, Le Pen ne réussit pas à réunir les 500 signatures de maires pour être candidat à l'élection présidentielle et aux élections législatives qui suivent, le FN obtient 0,35 % des exprimés. De sa fondation en 1972 jusqu'en 1981, le FN est resté un groupuscule fascisant marginal (En 1980, le FN *« ne compte que 270 adhérents, pour l'essentiel des maurrassiens, des nostalgiques de Vichy ou de l' Algérie française, des poujadistes et des nationalistes révolutionnaires » Le Monde* du 29/4/2002). Cela ne veut pas dire que le courant politique dont il se réclame a disparu, y compris dans les cercles dirigeants de la bourgeoisie françaises. De ce point de vue quand *Le Monde* du 29/4/2002 affirme, sous la plume d'Eric Dupin :

« Le portrait-robot de l'électeur de Jean-Marie Le Pen est facile à dessiner. C'est un ouvrier au chômage, alarmé par l'immigration et l'insécurité, et habitant dans une zone périurbaine de la France industrielle du Nord-Est. »,

il ment effrontément.

Le FN s'implante

D'ailleurs, dans le même numéro du Monde, quelques lignes plus loin, l'écrivailleur se doit de reconnaître :

« Dans les années 1980, le FN a d'abord effectué une percée dans les milieux aisés de la droite radicalisés par l'arrivée de la gauche au pouvoir ».

En 1983, lors des élections municipales, la liste conduite à Dreux par Jean-Pierre Stirbois (lequel avait rallié le FN en 1977 à la tête d'un groupuscule fondé par des anciens de l' OAS dont le slogan était « Contre les rouges et la réaction, seule la force paie »), l'un des lieutenants de Le Pen, remporte un succès au premier tour avec près de 17 % des exprimés sur la base d'une campagne électorale basée sur des thèmes anti-immigrés et racistes. Au second tour, l'UDF et le RPR ont fait alliance avec Stirbois pour prendre la mairie de Dreux à l' Union de la Gauche. Le FN a trois élus au conseil municipal. Le Pen comprend qu'il y a à partir de là l'opportunité de se faire une place politique. Rapidement le FN masquait plus ou moins les oripeaux de son verbiage fascisant, centrait sa politique sur les thèmes de la lutte contre l'immigration et de la « sécurité » et se dote d'un programme calqué sur celui de Reagan et de Tatcher, affichant la détermination du FN a prendre une place aux côtés de l'UDF et du RPR, catalogués comme responsables de la défaite de 1981, notamment du fait de leur irrésolution à affronter frontalement le prolétariat et le jeunesse. Dans un premier temps, il est clair que le FN capte une audience certaine parmi les fractions de l'électorat le plus réactionnaire du RPR et de l'UDF. Sur cette ligne, lors des élections européennes de 1984, le FN recueille 10,95 % des exprimés, près de 2200000 voix et 10 députés au parlement européen.

Fort de cette audience accrue et de cette crédibilité acquise, le FN reçoit en 1985 le renfort de membres de l'appareil politique du RPR. Il s'agit en particulier de

Bruno Mégret et de ses amis groupés au sein des Comités d Action Républicaine. Ce n'est pas rien pour le FN. Mégret est un haut fonctionnaire et dispose d'un réseau dans l'appareil d'Etat ; il a des liens avec certains cercles de la bourgeoisie, en particulier à travers le très réactionnaire « club de l'horloge ».

En 1986, Le FN va bénéficier des manœuvres "machiavéliques" orchestrées par François Mitterrand et son féal Laurent Fabius pour lui ouvrir les portes de l' Assemblée Nationale afin de préparer les conditions de la constitution d'une alliance du PS avec le « centre » au nom de la lutte contre l'extrême droite. La loi électorale est modifiée avant les élections avec l'introduction d'une dose de proportionnelle pour permettre au FN d'avoir des députés. La manœuvre échouera: aux élections législatives de 1986, l'UDF et le RPR obtiennent une majorité de députés et peuvent constituer le gouvernement Chirac sans avoir à combiner avec le FN. Mais, déjà, politiquement, la place acquise par ce parti (9,9 % des exprimés lors du premier tour des élections législatives, 35 députés) fait qu'il joue plus qu'un rôle de simple aiguillon dans la politique réactionnaire du gouvernement Chirac. Il est devient une force d'appoint sur laquelle l'UDF et le RPR doivent s'appuyer à tous les niveaux (le FN compte par ailleurs 187 élus dans les conseils régionaux).
En 1988, le FN réalise 14,4% des suffrages exprimés lors au premier tour des élections présidentielles ; 9,8% des exprimés au premier tour des élections législatives qui suivent. En 1989, Marie-France Stirbois est élue député du FN à Dreux dans une élection législative partielle.

Une progression continue

Dés lors, au fil des élections, la place politique du FN va se confirmer. Si l'on considère l'évolution de ses scores comparés (ED dans le tableau ci-dessous : FN et extrême droite divers) à ceux des partis bourgeois traditionnels (PBT dans le tableau ci-dessous : UDF, RPR, Divers droite dont CNPT) et à ceux des partis et organisations ouvrières (PO dans le tableau ci-dessous :PS, PCF et extrême gauche), l'évolution en pourcentage par rapport aux inscrits est la suivante (résultats des premiers tours, P= présidentielles, L= législatives) :

	P1981	L1981	L1986	P1988	L1988	L1993	P1995	L1997	P2002	L2002
PO	34.7	37.0	31.8	36.2	29.9	18.6	28.4	24.4	20.7	19.54
ED		0.2	7.4	11.5	6.3	8.3	11.4	9.8	13.28	7.81
PBT	39.3	30.0	33.5	29.1	26.1	28.9	33.6	23.4	26.2	26.72
ED/PBT	-	0.01	0.22	0.40	0.24	0.29	0.34	0.42	0.51	0.29

A l'examen de l'évolution des résultats par type d'élection, législatives et présidentielles, la tendance est au renforcement des scores de l'extrême droite par rapport à ceux des partis bourgeois traditionnels (UDF et RPR puis UMP). Pour le premier tour des législatives de 2002, il faut considérer la relative faiblesse du score du FN au regard de ce qui a été indiqué plus haut (le vote « utile » de l'électorat des partis bourgeois, la constitution de l'UMP). Pour compléter le tableau, il faut ajouter le fait qu'en 1997, l'élection d'une majorité relative de députés du PS-PCF à l' Assemblée Nationale et la défaite de Chirac n'ont été rendus possible que par le maintien du FN au second tour dans de nombreuses circonscriptions. En 1998, lors des élections régionales, le FN a réalisé15,1 % des suffrages exprimés tandis que les partis bourgeois traditionnels n'obtenaient que 35,7 %. Conséquence : pour garder le contrôle de certaines régions (Rhône-Alpes, Bourgogne et Languedoc-Roussillon), les dirigeants de l'UDF et du RPR n'ont pas hésité à passer des accords avec le FN, comme à Dreux en 1983. Sur la même période, la tendance à la baisse des partis et organisations ouvrières s'est affirmée

Certes, le portrait robot de l'électeur du FN n'est pas celui que le plumitif du Monde cité plus haut voudrait lui prêter. La progression électorale du FN, surtout lors des dernières présidentielles, procède d'abord d'une radicalisation d'une partie de l'électorat du RPR et de l'UDF. L'effondrement de l'électorat du PS et du PCF, lequel n'est pas compensé par celui pour l'extrême gauche (LO, LCR, PT), s'explique en partie par l'abstention massive d'une partie de leur électorat traditionnel, un report de cet électorat sur les partis bourgeois de le gauche plurielle, en particulier les Verts, voire le défunt MCD de Chevénement.. Mais cela ne suffit pas pour apprécier complètement pourquoi électoralement le FN se renforce et conforte ses positions électorales.

Un exemple parmi de nombreux autres

Dans la quatrième circonscription du Doubs, celle qui englobe le « Pays Peugeot », Pierre Moscovici, candidat du PS, a été battu de peu au second tour des élections législatives dans une circonscription réputée « imperdable » pour le PS où il avait été élu en 1997, au second tour toujours, avec plus de 58 % des exprimés. En 2002, dans cette circonscription, au premier tour de l'élection présidentielle, Le Monde du 31/5/02 indique :

« La quatrième circonscription du Doubs vit au rythme de la plus grande usine de France. Peugeot s'est installé à l'est de Montbéliard, dans la petite commune de Sochaux, en 1912. Autour des bourgs d Audincourt, Valentigney, Pont-de-Roide, Grand-Charmond, Etupes, Hérimoncourt, comme tout le pays de Montbéliard, ont été façonnés par les besoins de l'industrie automobiles.(...) en 1978, le site employait 40000 personnes. L'usine compte aujourd'hui 21000 salariés [dont près de 15 % sont des travailleurs intérimaires, qui plus est- NDLR], et fait travailler de

nombreux sous-traitants. Dans ce pays populaire, réputé « imperdable » par la gauche, l'extrême droite a remporté plus de 30 % des suffrages au premier tour de l'élection présidentielles et 23,47 % au second tour. La droite parlementaire et surtout le PS s'effondre (15,43 % pour Chirac et 14,74 % pour Jospin).»

Dans un tel ensemble de communes, réellement ouvrières, il est incontestable que le score du FN s'explique aussi par le fait qu'un électorat ouvrier et populaire, votant traditionnellement pour le PS et le PCF, puis s'étant abstenu par la suite à de nombreuses reprises, a voté pour le FN. De la même manière de nombreux autres exemples pourraient être produits dans des communes des départements où l'on trouve encore des concentrations ouvrières, comme le nord e la France ou encore le région Rhône-Alpes. Les élections de 2002 ont confirmé celles de 1995 et de 1997 dans le sens que le FN a réussi à capter une partie significative de l'électorat traditionnels du PS et surtout du PCF. C'est un fait notable.

Ainsi, au plan national, des sondages réalisés à la sortie des bureaux de vote des premiers tours de l'élection présidentielle en 1995 et 2002 donnaient comme résultats (données en pourcentage de la catégorie concernée de ceux qui à la sortie du bureau de vote ont indiqué avoir voté) :

Catégorie	% Le Pen 95	% Le Pen 02
Agriculteur	16	20
Artisants/commerçants	14	19
Prof.lib/cadre Sup	7	8
Cadre moyen/employé	16	14
Ouvrier	30	30
Salarié du privé	21	17
Salarié du public	15	17
Travailleur indépendant	11	17
Chômeurs	25	38
Etudiant		15
Retraité	11	16

On sait que les résultats de ce type de sondage doivent toujours être considérés avec une grande circonspection. Toutefois, ils confirment une tendance réelle. Combiné à l'abstention massive, ce phénomène est une expression supplémentaire du désarroi politique des couches entières du prolétariat et de la jeunesse.

Cela ne signifie pas pour autant que le FN a réussi a s'implanter plus profondément. En particulier, il est clair qu'à l'exception de la police et des gardiens de prisons, nulle part tant dans le secteur public que dans le privé, il n'a réussi dans ses tentatives de constituer des organisations de type « para syndical » ni même à s'implanter dans les syndicats existants..

La responsabilité des dirigeants du mouvement ouvrier

Les responsables de la défaite politique du prolétariat lors des élections présidentielles et législatives de 2002 se sont le PS et le PCF, qui au sein du gouvernement de la gauche plurielle ont mené une politique de défenses de l'ordre bourgeois et ont poursuivi, sous des formes appropriées à la situation, l'offensive contre les acquis de du prolétariat au compte de la bourgeoisie. Sont aussi responsables les dirigeants des organisations syndicales ouvrières, enseignantes et étudiantes qui ont collaboré de plus en plus à la mise en application de cette politique. En l'absence de perspectives politiques, écœurés par la politique mise en œuvre par les gouvernements de la gauche plurielle, avant eux par celle des gouvernements d' « Union de la gauche » de 1981 à 1986 et de 1988 à 1993, des centaines de milliers de prolétaires se sont détournés des partis ouvriers traditionnels et se sont réfugiés dans l'abstention, voire pour une fraction d'entre eux, parmi les plus exploités et les moins organisés, vers le démagogue Le Pen. Ainsi, des travailleurs du « pays Peugeot » expliquent :

« Le moment de la campagne électorale qui a le plus marqué, c'est le sommet européen où Chirac et Jospin ont annoncé que l'age réel de cessation d'activité devait être repoussé se de cinq ans (...) Les 35 heures ? En échange d'une demi-réduction du temps de travail, on a gagné une maxi-flexibilité avec le travail de nuit, l'obligation de venir certains samedis ou le week-end et l'annualisation du temps de travail (...) Dans le même temps les agences d'intérim ont pullulé. » (Le Monde du 21/5 /02).

La raison fondamentale de la montée de la gangrène que constitue le FN n'est pas ailleurs. Une politique de défense du capitalisme en crise qui déboussole le prolétariat, l'empêche de prendre l'initiative contre le capital, rejette de ce fait la petite bourgeoisie dans le camp de la bourgeoisie et des démagogues à son service.

Mais aussi, dans le contexte de leur politique de défense de l'ordre bourgeois, le PS, le PCF, les dirigeants syndicaux ont ouvert la voie au FN. En 1981, l'un des premiers actes politiques de la majorité PS-PCF à l'Assemblée Nationale fût de décréter l'amnistie générale pour tous ceux qui avaient été condamnés pour leur engagement aux côtés des généraux factieux en Algérie. C'était une manière de reconnaître le fait qu'un courant politique correspondant était tout à fait « respectable ». Par ses sombres manœuvres, en particulier en 1986, François Mitterrand lui-même a contribué à ce que le FN ait pignon sur rue. Dans les années 1980, face à Le Pen développant

sa politique anti-immigrés, les dirigeants des organisations syndicales ouvrières ont refusé d'engager le combat pour organiser cette couche de prolétariat pour la conquête de droits démocratiques égaux à ceux de l'ensemble du prolétariat français. A chaque fois, ils se sont refusés d'engager le combat contre les lois telles que les lois Pasqua, Debré et Chevènement ; ils ont passé sous silence l'organisation des camps de rétention et des « charters ». Ils ont laissé livrés à eux mêmes les travailleurs immigrés. Lors de sa dernière campagne électorale, Lionel Jospin, candidat du PS, a cherché à rivaliser avec Chirac sur le terrain de la lutte contre l'insécurité, allant jusqu'à expliquer qu'elle serait la priorité de son quinquennat. Il était inspiré par le « théoricien » en la matière au sein du PS, le dirigeant de la « Gauche Socialiste » Julien Dray, responsable au PS des questions de sécurité, aspirant à un poste ministériel au sein d'un grand ministère de l'intérieur, dont la « carrière » politique restera à jamais marquée par ses tentatives, vaines, pour que le PS vote les mesures policières du gouvernement soumises à l'Assemblée Nationale en juillet 2002 – lui-même s'est abstenu, malgré la décision du groupe parlementaire PS de voter contre - et qui lors du débat parlementaire, souhaita à Sarkozy de « réussir ».

Au nom du Front républicain : la chasse aux sorcières

Dés le 21 avril au soir, à peine connu les premières estimations sur les résultats confirmées, le PS, toutes tendances confondues y compris les futurs dirigeants du courant « Nouveau Monde » tels Emmanuelli et Mélanchon, le PCF, les dirigeants de la CGT, de la FSU et de ses syndicats, de l'UNEF ont appelé à voter Chirac au nom de la défense de la « Démocratie » et de la « République ». Dans ce concert, le sénateur-ministre Mélanchon s'est particulièrement distingué ; dans une tribune publiée dans *Le Monde* du 27/4/2002, il écrit :

« Le vote d'extrême droite doit être réduit au minimum par nos propres forces (...) J'affirme clairement que tout atermoiement dans nos rangs [en faveur du vote Chirac – NDLR] de gauche nous expose au minimum à une nouvelle avancée de l'extrême droite qui dégradera davantage le rapport de force social et politique de la gauche aux législatives (...) Quelle conscience de gauche peut accepter de compter sur le voisin pour sauvegarder l'essentiel parce que l'effort lui paraît indigne de soi ? Ne pas faire son devoir républicain en raison de la nausée que nous donne le moyen d'action, c'est prendre un risque collectif sans commune mesure avec l'inconvénient individuel. Plus nous aurons réduit Le Pen avec le bulletin de vote Chirac, plus forts nous serons pour débarrasser ensuite le pays de ce dernier aux législatives.»

« Quelle conscience de gauche... » interrogeait Mélanchon, postulant au rôle de grand inquisiteur, y compris dans le PS au sein duquel s'est exprimée d'une manière limitée mais réelle une opposition au vote pour Chirac, contre ceux qui rechignaient à voter Chirac. Il osait expliquer que plus le vote Chirac plus serait massif, plus la possibilité de la battre aux législatives serait grande : le triomphe de Chirac a été inéluctablement suivi de celui de l'UMP lors des élections législatives. Si la police tout court était l'affaire de Dray, Mélanchon faisait sienne celle de la police politique.

La LCR s'est aussi engagée dans cette voie. Elle a appelé à faire barrage à Le Pen « par tous les moyens », y compris en utilisant les urnes : elle a appelé à voter Chirac. De plus, les militants de la LCR et des JCR, en particulier à Montpellier, qui ont osé s'opposer à cette politique ont été exclus sans attendre.

Seuls Lutte Ouvrière, le Parti des Travailleurs et FO résistaient à la tourmente et n'ont pas appelé à voter Chirac. Une campagne nauséabonde s'est déchaîné contre eux. Le journal « bien pensant » a été à l'avant-garde de cette sinistre opération. A sa une, une caricature du dessinateur Plantu a représenté Blondel et Laguiller en uniforme kaki, brassard nazi au bras. Dans ce concert réactionnaire, *Libération* n'est pas resté en reste. Dans son édition du 26/4/02 ce journal a publié complaisamment une tribune du cinéaste Gérard Mordillat qui écrivait :

« Jean-Marie et Arlette, c'est la France 2002. (...) C'est hip, c'est hop, monsieur a son boulot (à Saint-Cloud) madame le sien (à la banque), chacun vit chez soi et l'on se retrouve en secret dans l'étreinte. Jean-Marie et Arlette c'est le couple modèle : socialement à gauche, économiquement à droite et Français avant tout (...) même anti-communisme fondateur : elle pétait de plaisir Arlette, dimanche soir, jubilant d'avoir battu Robert Hue, tandis que Jean-Marie s'extasiait de la disparition du Parti communiste ! (...) C'est ça la France 2002 : Jean-Marie à la tête du pays, Arlette aux cuisines (à Matignon). »

Le Monde (édition du 30/4/02) rapporte, à propos de la manifestation du 27 avril 2002 qu'à plusieurs reprise le cortège de Lutte Ouvrière a été pris à parti sous les huées aux cris de *« collabos !»* et *« de salauds ! »*. Aucun doute Mordillat a dû s'en réjouir : il regrette le bon vieux temps où la bureaucratie du Kremlin, avec le Guépéou , sous la direction de Staline, à la tête des puissants PC qu'elle contrôlait, pouvait organiser la chasse aux « hitléro-troskystes » et les pogroms et les assassinats contre les militants trotskistes mais aussi les militants ouvriers anarchistes, socialistes, qui, fidèles à leur classe, combattaient l'orientation traître du « Front Républicain ».

Comment combattre Le FN ?

Dés le 21 avril au soir et dans les jours qui ont suivi jusqu'au premier mai, des manifestations spontanées, en particulier dans la jeunesse, se sont développées « contre le FN ». Elles exprimaient l'aspiration de la jeunesse à engager le combat. Très vite les dirigeants des partis bourgeois, notamment Alain Juppé les ont condamnées. En l'absence d'autre alternative, les appareils syndicaux, le PCF et le PS ont pu orienter ses manifestations sur la ligne du « Front républicain » et du vote pour Chirac. Même Lutte Ouvrière sans appeler à voter Chirac, s'est refusé à ouvrir à la jeunesse une perspective de combat

permettant de se dégager du Front Républicain. Dans un tract central daté du 6/5/02, LO déclarait :

« Les dirigeants de la gauche ont gonflé la baudruche Le Pen en sachant pertinemment que Le Pen n'avait aucune chance, et de très loin, de l'emporter au 2ème tour. Ils ont agité l'épouvantail Le Pen, en faisant croire qu'il pouvait être élu. Ils ont agité le spectre d'une victoire du fascisme qui n'était pourtant, dans la situation présente, qu'un spectre d'opérette même si les idées de Le Pen représente une telle survivance ».

Le Parti des Travailleurs de Daniel Gluckstein a lui aussi considéré avec hauteur et dédain les manifestations, les caractérisant de rassemblements de « la petite bourgeoisie ». Si effectivement Le Pen ne sont que « baudruche » et « spectre d'opérette », alors pourquoi effectivement s'en préoccuper. Dans un autre registre, il faut rejeter la proposition du sénateur-ministre Mélanchon qui, dans Le Monde du 29/5/02 demandait, au gouvernement Chirac-Raffarin à la majorité UMP : *« Il faut interdire le Front National. La loi existe, qu le permet depuis 1936 et la dissolution des ligues factieuses, ancêtres politique de l'actuel FN ».*

Tel n'est pas le point de vue de notre cercle. Il a repris à son compte l'orientation définie dés 1992 par le Comité pour la Construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire, l' Internationale Ouvrière Révolutionnaire. Dans le bulletin *Combattre pour le Socialisme* n°41 du 1er février 1992 Stéphane Just écrivait :

« Les déclarations, la main sur le cœur, pour la « défense de la démocratie », les procès pour « injures » ne peuvent absolument rien contre Le Pen et le Front National. Il faut aller aux raisons fondamentales de la montée de cette gangrène : une politique de défense du capitalisme en crise qui paralyse et déboussole le prolétariat. Combattre efficacement Le Pen et le FN exigerait de rompre avec la bourgeoisie, de pratiquer une politique de Front Unique des organisations ouvrières, partis et syndicats, dont l'objectif ordonnant tout le reste devrait être de porter au pouvoir un gouvernement du PS et du PCF, sans ministre représentant les organisations et partis bourgeois, gouvernement qui aurait à s'attaquer à l'Etat bourgeois et au régime capitaliste, à faire droit aux revendications du prolétariat et de la jeunesse et des émigrés.(...) Manifestations, réunions, démonstrations de Le Pen et du FN n'en doivent pas moins être combattues en tant que telles [souligné par nous –NDFR] *(...) Qu'exige une lutte réelle contre Le Pen et le FN ? Un accord de Front Unique entre le PS, le PCF, les syndicats, qui, en commun, s'engagent à organiser l'action de cela n'arien à voir avec le ligne de la « défense de la démocratie ». Et puis, s'il est possible de réaliser un tel front unique des organisations ouvrières contre Le Pen, pourquoi pas pour un gouvernement PS-PCF sans ministre bourgeois. "*

Dans la continuité de cette orientation, par la suite réaffirmée par CPS à plusieurs reprises, notre cercle a quant à lui développé l'orientation suivante (tract *CPS* du 29/4/02) :

Pour combattre réellement Le Pen et son Front National, les briser: Non au "Front Républicain" derrière Chirac

Sitôt connus les résultats du premier tour et depuis lors, c'est par centaines de milliers que les jeunes, pour l'essentiel, manifestent spontanément pour exprimer leur rejet de ce que représente le Front National et Le Pen, le rejet de la politique que ce dernier résume volontiers sans aller jusqu'à le clamer par le slogan pétainiste "travail, famille, patrie" (Le Monde, 26/04).

Mais que font les dirigeants du mouvement ouvrier, à commencer par ceux de la CGT, de FO et de la FSU?
Leur responsabilité serait à l'évidence de ne pas laisser la jeunesse isolée et d'impulser la mobilisation pour dresser face au FN la force du prolétariat, la fougue de la jeunesse, pour balayer, briser les rassemblements du Front National.
Ainsi, le 1er mai au matin, Le Pen organise une démonstration à Paris. Dirigeants CGT, FO, FSU, UNEF, ainsi que le PS et le PCF, pourraient et devraient en appeler à la mobilisation des masses pour interdire par la force que ce rassemblement frontiste ne se tienne. C'est sur cette orientation que la défaite subie au premier tour de la présidentielle pourrait être pour le moins amoindrie.
Au lieu de cela, ils appellent, l'après-midi, à l'autre bout de Paris, à une manifestation dont la ligne est sans équivoque, celle que responsables du PS et PCF donnaient dès le 21 avril au soir: le vote Chirac. Dès le 22, la direction confédérale CGT affirmait même servilement que voter Chirac serait le moyen de défendre "le progrès social", "les droits" des travailleurs. Mensonge!

Chirac n'est en rien un rempart contre Le Pen et le FN, sans même parler du "progrès social". Comme pour le prouver lui-même, il a fait siéger au premier rang de son meeting de Lyon (24 avril) et Millon, et Soisson, et Blanc, élus présidents de Région en 1998 avec le soutien du FN. Et qui ignore qu'en Italie, en Autriche ou au Danemark, les homologues de Chirac gouvernent avec ceux de Le Pen?
Qui a oublié l'assassinat de Malik Oussekine par le gouvernement Chirac-Pasqua en 1986, la loi Chirac-Debré férocement anti-immigrés en 1997 ?

Le programme que Chirac une fois élu compte mettre en œuvre en matière de "Sécurité" (renforcement des forces de répression, création d'un ministère de la "sécurité intérieure", renforcement des pouvoirs et moyens de la Police) a peu à envier à celui de Le Pen – ce dernier se rengorgeait même à ce sujet durant la campagne de la "lepénisation des esprits". Au programme immédiat de Chirac figurent également une rapide attaque contre les retraites, contre les acquis collectifs de la classe ouvrière (dans la lignée de la "refondation sociale" du Medef), l'allègement non moins rapide de la fiscalité sur les entreprises et la bourgeoisie (impôt sur le revenu).

Il s'agissait très clairement de donner la possibilité que s'organise effectivement le combat contre le FN et contre le « front républicain ».

Le 3 octobre 2002

Quand *Le Monde* calomnie les trotskystes

Cps 8 a publié un Droit de réponse, adressé au *Monde* par *Combattre pour le Socialisme*, à la suite d'un article publié dans son édition du 30/3 par C. Nick, auteur d'un livre sur " les trotskystes " - La 1ère phrase du livre - " *Les trotskystes sont partout* " - donne la " tonalité ", en évoquant la publication " Je suis partout ", où Brasillach, " dès les années 30, s'exprime avec violence contre la ''mainmise judéo-démocratique'', vante les mérites de Franco et de Mussolini, s'extasie devant Hitler... " (M. Winock, *in* Le siècle des intellectuels), et s'en donnera à cœur joie pendant la guerre ! - Dans cet article, Nick cite des extraits du numéro de *Combattre pour le socialisme* consacré à Stéphane Just, qui - pour lui - prouverait que " *ces trotskystes choisissaient le Sto plutôt que le maquis* " !

Nick et son livre, " Les trotskystes " ont été tournés en dérision dans *le Monde* par L. Mauduit, journaliste au *Monde*, ancien membre du PCI et par R. Morder, membre de la LCR, pour ne s'en tenir qu'à la lecture de ce journal. L. Mauduit écrit, par exemple :

" Et chapitre après chapitre, presque page après page, il en va ainsi : petites et grandes erreurs, omissions, imprécisions, contrevérités, rumeurs invérifiées s'accumulent, sur un ton qui n'est pas celui, froid, de l'historien. Le '' trotskysme est un léninisme et le léninisme enfantera toujours des Staline, Mao, Pol Pot et Ceauscescu'', s'emporte C. Nick. " (Le Monde – 8/3/2002).

Le Monde lui a offert une place généreuse, 2 pleines colonnes. Dans cet article, " *Nick essaie de faire diversion sur ses errements* " - comme l'écrit sobrement R. Morder (*Le Monde* – 5/4) – sur plus d'une colonne. Et brusquement, il attaque Stéphane Just en citant notre publication. Avec ce commentaire :

" En faut-il d'autres (noms, exemples) pour prouver aux trotskystes borgnes que leur passé n'est pas plus ou moins glorieux que celui de François Mitterrand ?

Le Droit de réponse note d'abord que

" utiliser la réquisition de Stéphane Just au Sto en 1943 pour prouver quoi que ce soit sur les trotskystes est une imbécillité; en 1943, Stéphane Just n'était pas encore trotskyste. Il a adhéré à la 4ème Internationale en 1947. "

Stéphane Just au " passé pas plus ou moins glorieux que " le décoré de la Francisque par Pétain en décembre 1943, ami fidèle, jusqu'à la mort de celui-ci, de Bousquet, secrétaire général à la police (ministre de l'Intérieur) de Vichy, " bourreau des Juifs de France " (M. Rajsfus), *alias* " l'homme qui riait avec les nazis " ?

La calomnie n'est pas nouvelle. Vivant, Stéphane Just - et son frère Jacques - pour " *garantir (leur) honorabilité* " contre la calomnie, disposaient, face au Pcf, de la meilleure garde, celle des ouvriers de l'Atelier central de Championnet, le " Boulogne-Billancourt " de la Ratp (*cf.* document ci-joint)

On supposera que Nick n'a pas osé poursuivre cet infâme rapprochement. Sinon, il aurait rappelé, entre autres, que Stéphane Just et Mitterrand sont demeurés, chacun, fidèles à leur combat, qui, en devenant le ministre de l'Intérieur, engageant les forces de répression contre les masses algériennes combattant pour leur indépendance, et Stéphane Just, avec le Pci, en soutenant cette juste guerre. Mais cette comparaison entre les trotskystes et Mitterrand n'est qu'une mise en jambe. C'est que Nick – voyez vous ! - a eu, entre ses mains, la thèse de J-P. Cassard sur " les trotskystes en France pendant la 2ème guerre mondiale ", publiée autrefois par *la Vérité*, organe du PCI, et, comme s'il dressait un procès-verbal de carence, écrit qu'" *il n'y a rien sur le génocide* ", pour nous amener, au bout d'une démarche tortueuse, à sa conclusion, mise en exergue dans son article : " *Oui, j'écris que pour les trotskystes, la question de l'antisémitisme est un détail* ". Au-delà d'une mensongère et stupide affirmation, c'est l'apparentement avec la formulation de Le Pen – " *Les chambres à gaz ... je crois que c'est un point de détail de l'histoire de la 2ème Guerre mondiale* " qui indigne.

Le Monde n'a jamais donné suite au droit de réponse.

La déontologie du *Monde*.

Si c'est Nick qui a commis l'article, c'est *Le Monde* qui l'a publié, a refusé le droit de réponse et porte la pleine responsabilité de la calomnie déversée contre les trotskystes. Il n'y a pas lieu de s'en étonner. *Le Monde* reste bien le successeur du *Temps*, " la bourgeoisie faite journal ", selon l'expression de Léon Trotsky.

Ce journal était aux mains des Maîtres des forges – dont le patron des patrons, M. Seillière, est le représentant actuel de la dynastie du plus célèbre, de Wendel - flanqué de la Banque Rothschild. En décembre 1933, avec l'appui de l'ambassadeur de France, son directeur rendait visite à Hitler, chancelier depuis janvier (le 1er camp de concentration était ouvert le 22 mars). En pleine crise de Munich (1/9/1938), copiant le *Times* anglais, il soutenait Hitler " *champion de la paix.* (...) *On n'a aucune raison de mettre en doute sa sincérité.* " (La chambre des députés approuvera l'accord de Munich – 73 Pcf, 1 Sfio et 1 'modéré' votant contre). Mais à la Libération, *Le Temps* disparaît pour indignité nationale : Il s'est sabordé 72 heures après le délai fixé ! Sur décision de de Gaulle, *Le Monde* est créé en novembre 1944 pour lui succéder (comité de rédaction et locaux compris).

Le " grand journal d'information " est né, qui, selon un adage, dit la vérité sur les petites choses, pour mieux mentir surs les grandes. Illustration : quand une forteresse volante lâche sur Hiroshima, le 6 août 1945, la 1ère bombe atomique, *Le Monde* titre : " *Une révolution scientifique. Les Américains lancent leur 1ère bombe sur le Japon* ". En écho au célèbre et bref " *Le chassepot a fait merveille* ", télégraphié à Napoléon III, pour annoncer l'écrasement des troupes de Garibaldi, en octobre 1867 ? *Le Monde* préfère

parfois, comme le reste de la presse d'ailleurs, le silence. Ainsi, pas un mot sur le terrible bombardement d'Haïphong, en novembre 1946, par les troupes françaises !
Fidèle allié de la caste bureaucratique du Kremlin contre les révolutionnaires, le " grand journal d'information " refuse une publicité, payante, pour le Samizsdat, édité par *la Vérité* (n°546 – novembre 1969) sous le titre : La voix de l'opposition communiste en Urss. " Parce qu'il n'est pas question de faire connaître ceux qui, en Urss, combattent la bureaucratie au nom du communisme ".

La perspicacité politique du successeur du *Temps* est devenue proverbiale depuis cette pontifiante analyse sur " *la France* (qui) *s'ennuie* " (*Le Monde* – 15/3/1968), quelques semaines avant mai 1968. Mais évoquer *Le Monde* n'est pas toujours aussi réjouissant ! Dans un livre au titre explicite : " *Le Monde* : un contre-pouvoir ? Désinformation et manipulation sur le génocide rwandais ", de terribles charges ont été portées, dans ces termes : " *... un journal qui mériterait plutôt qu'on innove en matière de jurisprudence en le poursuivant, lui, pour complicité de génocide* " (prologue, page 8).
Enfin, tout lecteur du *Monde* a en tête ce dessin de Plantu – qui vaut éditorial – sur 3 colonnes à la une du numéro daté du 25 avril représentant une foule sympathique (dans la signalétique du dessinateur, cela se mesure au nombre de souris !) portant une banderole " *Votez Chirac* ", face à un Le Pen, rogue, et à ses côtés – pour n'avoir pas appelé à voter Chirac au 2ème tour de la Présidentielle – Laguiller (Lutte ouvrière) et Blondel (secrétaire général de la Cgt-Fo), les 3 en uniforme et brassard évocateurs de sinistre époque !

Les trotskystes et le Sto

Dans *La Vérité*, clandestine, *n°43* – 31/3/1943, les trotskystes donnaient leur position :

" Partir, est-ce trahir ? Pour la révolution européenne
Sous le titre *'' Partir, c'est trahir ''*, La Voix du Peuple, organe ouvrier contrôlé par le Parti Communiste, préconise contre les déportations *'' un seul moyen, la résistance : et non celle préconisée par les pantouflards, les trembleurs prétendant que l'ouvrier partant pour les bagnes hitlériens peut très bien continuer la lutte là-bas en discutant avec les Allemands en accentuant chez eux la démoralisation. ''* Il y a là une critique et une caricature de la campagne que mène contre la soi-disant relève inlassablement, La Vérité.

Ce que nous disons réellement.
Selon La Voix du Peuple, des '' pantouflards '' et des '' trembleurs '' envisagent qu'on '' peut très bien '' continuer la lutte là-bas – comme s'ils avaient choisi d'abandonner la lutte ici, comme s'ils avaient soudain découvert un prétexte à ne pas poursuivre la résistance. Les '' pantouflards '', les '' trembleurs '', voilà qui est aussi ridicule qu'injurieux à l'égard du Poi qui a, le 1er, donné des mots d'ordre de résistance ici et là-bas, comme, en général, de la classe ouvrière.
Le Parti ouvrier internationaliste ne tremble ni devant la répression ni devant ceux les injures de ceux pour qui la lutte ouvrière est devenue un accessoire de la résistance nationale à la manière gaulliste. Il a ses morts, nombreux, tombés sous les balles des bourreaux nazis. Il a ses militants emprisonnés. Il ne tremble et il regarde l'avenir avec confiance. Il sait que la lutte qu'il mène vaut seule d'être menée, car elle conduit à la libération définitive de l'humanité, la Révolution socialiste internationale.
Quant aux travailleurs qui partent en Allemagne, eh bien non ! Ils n'ont pas choisi la déportation, ils ne cherchent pas de prétexte. Nous leur avons dit et nous disons encore : Résistez avec vos moyens ! Mais si vous devez partir, alors ne partez pas en vaincus. Vous n'êtes pas vaincus, car là-bas la lutte continue contre vos oppresseurs qui sont aussi les oppresseurs du peuple allemand ! et ce programme est compris par la classe ouvrière.

Des traîtres ?
Si celui qui part est un traître, bien qu'il ne parte que contraint et forcé, alors il y a des dizaines de milliers de '' traîtres '' dans la classe ouvrière dans notre pays : l'Allemagne est emplie de '' traîtres '' de ce genre, qui y ont été par la Gestapo et les gouvernements bourgeois de toute l'Europe.
Pourquoi, d'ailleurs, ceux qui travaillent ici pour les Allemands – et tous les ouvriers français travaillent plus ou moins directement pour eux – ne seraient-ils pas des traîtres à ce compte là ? (...)

Le texte poursuit en rappelant les leçons du Manifeste communiste :
On a reproché aux communistes de vouloir abolir la patrie, la nationalité. Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur prendre ce qu'ils n'ont pas... "
le " Service du travail obligatoire " a été instauré, le 15 février, 2 semaines après la défaite retentissante de l'armée allemande à Stalingrad. Il avait été amorcé par une loi du 3/9/1942. On peut lire dans le *fac simile* de la *Vérité clandestine/1940-1944* (Edi) comment, dès septembre 1942, les trotskystes ont appelé à la mobilisation contre la relève : " *Les ouvriers français ne seront pas les esclaves du fascisme* ". *La Vérité* fait connaître les grèves contre les réquisitions. " *A bas la déportation ouvrière ! En Bretagne, comment ils sont partis* ", le poing levé chantant l'Internationale, inscrivant sur les wagons " *A bas Laval !* ", " *A bas Hitler !* " " *A bas Pétain !* " (n°39 – 15/12/1942).
Au même moment, le Pcf apostrophe les ouvriers :
" Les Français qui vont travailler en Allemagne sont des traîtres et des imbéciles. (...) Ils se feront écrabouiller par les bombes de la Raf. Ca, ce sera bien fait pour eux. "
(début octobre 1942, reproduit dans *La guerre des papillons*, d'A. Rossi).

" Halluciné "... par ses propres trucages

" Pourquoi – s'interroge Nick - ces trotskystes choisissaient le Sto plutôt que le maquis ? Résister, c'était ''défendre la liberté et la démocratie britannique, c'est-à-dire les intérêts de la banque Hambro et Cie de la City de Londres.'' (...) Hallucinant, mais je n'y peux rien. "

Les trotskystes prôneraient-ils la passivité ? un neutralisme ? la collaboration peut-être ? Pourquoi les trotskystes ont-ils été si férocement réprimés par les nazis et leurs alliés ? Pourquoi l'acharnement des staliniens à les

éliminer physiquement ? (Dans son livre, Nick note l'existence d'un maquis très actif, gagné au trotskysme...).
La *Vérité* n°6 du 15/11/1940, que Nick cite, en maniant allègrement les ciseaux sans l'indiquer, commence en fait ainsi :

" Les Balkans sont dans la guerre. Les ouvriers et les paysans de la Grèce fascistes vont défendre la liberté et la démocratie britannique, c'est-à-dire les intérêts de la banque Hambro et Cie de la City de Londres. "

En janvier 1943, écrit R. Dazy dans " Fusillez ces chiens enragés !.../ Le génocide des trotskystes ", quand les perspectives de victoire et de libération commençaient d'éclaircir la nuit de l'Occupation, *Le Prolétaire*, organe clandestin des trotskystes en Grèce, versait une douche froide sur les enthousiasmes :

" La participation de l'Urss à la guerre n'en change pas le caractère impérialiste... Les Anglo-Américains vont venir rendre à la bourgeoisie grecque le pouvoir étatique. Les exploités n'auront fait qu'échanger un joug contre un autre ".

Ce que stigmatise Nick, c'est ne pas avoir adopté la politique du Parti Communiste Grec " *la libération nationale aux côtés de nos grands alliés* " (*Cahiers Léon Trotsky* n°23, page 46)
C'est au nom de la " démocratie " et de la " liberté " de l'union nationale " contre le fascisme " que le Pc grec, agence directe de Staline, a mené – depuis 1936 – et poursuivra une terrible répression (600 trotskystes liquidés sur ordre du bureau politique), participe à la mise en place du gouvernement Papandréou et au retour de la monarchie haïe, isolera le soulèvement révolutionnaire d'Athènes, et finalement ordonnera le désarmement des troupes de l'Elas qu'il contrôle politiquement, les livrant à la répression. C'est ainsi que Churchill put

" sauver la Grèce du communisme " et réaliser " enfin son plan d'écrasement de la révolution grecque (...) et empêcher ce qu'il appelait la victoire du trotskysme nu et triomphant, avec un ricanement de complicité en direction de Staline " (ibidem).

" La guerre impérialiste et la révolution prolétarienne " (Le Manifeste d'alarme)

Rédigé par L. Trotsky, il donne la position de la 4ème internationale, qui l'adopte dans la Conférence d'Alarme, le 26 mai 1940, sur la guerre impérialiste (qui n'était pas encore mondiale). Il analyse la cause principale de la guerre – comme de tous les autres maux sociaux – chômage, coût élevé de la vie, fascisme oppression coloniale – qui réside dans la propriété privée des moyens de production et dans l'Etat bourgeois qui repose sur ces fondements. Il souligne que l'avertissement de Lénine – " sans une série de révolutions victorieuses ", une nouvelle guerre impérialiste est inévitable – est désormais une tragique vérité.

" La cause immédiate de la guerre est la rivalité entre les empires coloniaux anciens et riches – Grande-Bretagne et France, et les pillards impérialistes attardés : Allemagne et Italie ".

" Le patriotisme officiel n'est que le masque des intérêts des exploiteurs. Les ouvriers conscients jettent au loin ce masque avec mépris. Ils ne défendent point la patrie bourgeoise, mais les intérêts des exploités et des opprimés de leur propre pays et du monde entier. Les thèses de la 4ème Internationale affirment : au mot d'ordre réactionnaire de la "défense nationale", il est nécessaire d'opposer le mot d'ordre de la destruction révolutionnaire de l'Etat national. A l'asile d'aliénés de l'Europe capitaliste, il est nécessaire d'opposer le programme des Etats-Unis socialistes d'Europe, comme étape dans la voie des Etats-Unis socialistes du Monde. Non moins mensonger est le mot d'ordre d'une guerre de la démocratie contre le fascisme... "

Il faut défendre l'Urss, *" défendre une conquête aussi colossale que l'économie planifiée contre la restauration des rapports de production capitalistes. Ceux qui ne peuvent défendre les anciennes positions n'en conquerront jamais de nouvelles. (...) Seule la révolution mondiale peut sauver l'Urss pour le socialisme. Mais la révolution mondiale entraîne inévitablement l'éviction de l'oligarchie du Kremlin. "*

Quant aux pays coloniaux et semi-coloniaux, *" la lutte menée pour leur Etat national et indépendant et par conséquent " la défense de la patrie " est différente de celles des pays impérialistes. Le prolétariat révolutionnaire du monde entier accorde un soutien inconditionné à la lutte de la Chine ou de l'Inde pour leur indépendance nationale. "*...

Que faire ?

" Ce Manifeste est adopté au moment où, après avoir accablé la Hollande et la Belgique et écrasé la 1ère résistance des troupes alliées, les armées allemandes sont en train de rouler comme une marée de feu vers Paris et la Manche. A Berlin, on se hâte de fêter la victoire. (...) Mais la classe ouvrière n'est-elle pas, dans les conditions actuelles, obligée d'aider les démocraties contre le fascisme allemand ? Telle est la question que se posent de larges cercles petits-bourgeois pour qui le prolétariat ne demeure toujours qu'un instrument auxiliaire aux mains de telle ou telle fraction de la bourgeoisie. Nous rejetons cette politique avec indignation. Il existe naturellement une différence entre les régimes politiques dans les sociétés bourgeoise tout comme il y a une différence de confort entre les divers wagons d'un train. Mais quand l'ensemble du train se voit précipité dans un abîme, la distinction entre la démocratie décadente et un fascisme meurtrier disparaît en face de l'effondrement tout entier.

Par ses victoires et ses bestialités, Hitler provoque naturellement la haine aiguë des ouvriers à travers le monde. Mais entre cette haine légitime des ouvriers et l'aide apportée à leurs ennemis plus faibles mais non moins réactionnaires, il y a un abîme infranchissable. "

" Pouvons nous être appelés militaristes ? – Oui, dans un certain sens. Nous sommes des militaristes révolutionnaires socialistes prolétariens. " (Léon Trotsky, le 12/6/1940 – discussion avec des visiteurs du Swp)

Le manifeste poursuit : " Les ouvriers doivent apprendre les arts militaires. "

" La militarisation des masses s'intensifie chaque jour davantage. Nous rejetons la grotesque prétention de supprimer la militarisation par de creuses protestations pacifistes. Toutes les grandes questions seront décidées dans un prochain avenir, les armes à la main. Les ouvriers ne craindront pas les armes, au contraire, ils apprendront à

s'en servir. Les révolutionnaires ne se séparent pas plus du peuple pendant la guerre que pendant la paix. Un bolchevik s'efforce de devenir non seulement le meilleur syndiqué mais aussi le meilleur soldat.
Nous ne désirons pas permettre que la bourgeoisie pousse sur les champs de bataille à la dernière heure des soldats qui n'ont pas été entraînés ou l'ont été à demi. Nous réclamons que l'Etat fournisse immédiatement aux ouvriers et aux chômeurs la possibilité d'apprendre à s'exercer au fusil, à la grenade, au fusil automatique, au canon, à l'avion, au sous-marin et aux autres instruments de guerre. Des écoles militaires spéciales sont nécessaires en liaison avec les syndicats, de sorte que les ouvriers pourront devenir des spécialistes qualifiés de l'art militaire, capables d'assurer des postes de commandement.

Cette guerre n'est pas notre guerre

Dans le même temps, n'oublions pas que cette guerre n'est pas notre guerre. En opposition à la 2ème et à la 3ème Internationales, la 4ème Internationale édifie sa politique non pas sur le sort des points de vue militaires des Etats capitalistes, mais sur la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile des ouvriers contre les capitalistes, sur le renversement des classes gouvernantes de tous les pays, sur la révolution socialiste mondiale. Les défaites sur le front, la destruction des capitaux nationaux, les occupations de territoires, la ruine des Etats individuels ne représentent de ce point de vue que des épisodes tragiques dans la voie qui mène à la reconstruction de la société moderne. Indépendamment du cours de la guerre, nous remplissons notre tâche fondamentale; nous expliquons aux ouvriers l'opposition irréconciliable de leurs intérêts et des intérêts du capitalisme assoiffé de sang; nous mobilisons les exploités contre l'impérialisme; nous travaillons à l'union des ouvriers de tous les pays belligérants et neutres; nous appelons à la fraternisation des ouvriers et des soldats dans chaque pays ainsi qu'à la fraternisation des soldats avec les soldats du côté opposé du front; nous mobilisons les femmes et les enfants contre la guerre; nous poursuivons une préparation constante, persistante, infatigable de la révolution dans les usines, dans les manufactures, dans les villages, dans les casernes, au front et dans la flotte.
Tel est notre programme. Prolétaires du monde, il n'y a pas d'autre voie que celle de l'union sous le drapeau de la 4ème Internationale. "

" *Je suis membre de la 4ème Internationale et je travaille à mettre fin à la guerre. Nous luttons contre le capitalisme pour la fraternisation du monde entier. (...) Rejoignez la 4ème Internationale...* "
(appel de soldats allemands, publié dans *Zeitung für soldat und arbeiter im Westen*, n°2 – été 1943)

Cet article n'a pas pour objet d'analyser comment les trotskystes ont mis en œuvre la politique définie par la conférence d'alarme. *La Vérité* n°583, *organe du Comité central de l'Oci* (septembre 1978), sous la responsabilité politique de Stéphane Just, a montré les forces et les faiblesses des trotskystes pendant la guerre, leurs oscillations; comment à l'opportunisme des uns (Comités français de la 4ème Internationale) a répondu souvent le sectarisme d'autres (Comités communistes internationalistes). " *Il faudra nombre de crises et de conflits pour que les jeunes et plus âgés apprennent de leurs propres expériences et des leçons de la lutte des classes* " (page 189).
Dans les conditions de la guerre et de la débâcle du mouvement ouvrier, la répression accentuée, la clandestinité, une crise aiguë frappe la section française de la 4ème Internationale. Avant la guerre, les trotskystes se trouvaient comme exilés dans leur propre classe. Désormais, les militants sont, pour la plupart, des jeunes, éparpillés. Mais, la cause déterminante de la faiblesse politique est l'assassinat de Léon Trotsky. Parce que son rôle de dirigeant est demeuré irremplaçable.
Les trotskystes n'ont pas sombré. Ils ont combattu, et ils furent les seuls, sur le terrain de l'internationalisme prolétarien. Des dizaines de soldats allemands sont organisés. *Arbeiter und soldat* sera diffusé, qui deviendra l'organe de la section allemande. Les trotskystes allemands seront exterminés; les militants " français " raflés, eux mêmes condamnés à mort par les staliniens dans les camps nazis.
Dans les pires conditions, les trotskystes conservèrent leur fidélité. A la libération du camp, les " communistes internationalistes de Buchenwald (4ème Internationale) " font une déclaration qui se termine ainsi :

" Pour la révolution socialiste panallemande, contre le démembrement de l'Allemagne; fraternisation révolutionnaire avec les prolétaires des troupes d'occupation; pour une Allemagne des conseils dans une Europe des conseils; pour la révolution socialiste mondiale ! "

" *L'antisémitisme est aujourd'hui l'une des convulsions les plus malignes du capitalisme* "
(Programme de transition)

Marx a été qualifié d''antisémite', voire d'inspirateur des génocides du 20ème siècle ! En se perpétuant, le mode de production capitaliste a engendré la barbarie, dont l'extermination des Juifs a été une forme extrême. Et c'est la décadence du capitalisme, à son stade impérialiste, qui a certainement affadie la formule d'Engels, appelant l'antisémitisme comme " *le socialisme des imbéciles* ", la qualifiant de " *variété déviante du socialisme féodal, et nous n'avons rien à voir avec lui.* " Mais aucune élucubration ne pourra effacer que Marx et Engels ont combattu les persécutions des Juifs.
En février 1846, une insurrection victorieuse, à l'initiative des démocrates-révolutionnaires, met en place à Cracovie un gouvernement révolutionnaire, écrasé au bout de quelques jours, après avoir aboli les droits féodaux et adopté un manifeste qui s'adresse aux " frères israélites " : " *La révolution vous reçoit dans son sein, et vous assure, comme aux fils de la même famille, les droits de l'homme. Elle vous salue comme enfants de la patrie dignes de partager, sans aucune restriction, le bénéfice de l'égalité des droits* ". 2 ans après, Engels prononce un vibrant discours : " *A Cracovie* (...), *point de scrupules; on*

attaquait les 3 puissances à la fois; on proclamait la liberté des paysans, la réforme agraire, l'émancipation des juifs, sans se soucier un instant si cela pût froisser ou non tel ou tel intérêt aristocratique " et – après avoir indiqué la différence avec l'insurrection de 1830, dirigée par les grands propriétaires fonciers – conclut : " *Jusqu'en 1846, nous avions un crime à venger; dorénavant, nous avons à soutenir des alliés, et nous le ferons* ".

Après tout, si Marx et Engels, Trotsky aussi, ont été traités d''"antisémite", Lénine a été qualifié d'agent de l'impérialisme allemand !

Il est significatif que c'est en ces termes que se conclut le chapitre du Programme de transition sur " la lutte contre l'impérialisme et contre la guerre " :

" Avant d'étouffer ou de noyer dans le sang l'humanité, le capitalisme empoisonne l'atmosphère mondiale par les vapeurs délétères de la haine nationale et raciale. L'antisémitisme est aujourd'hui l'une des convulsions les plus malignes du capitalisme.

La dénonciation intransigeante des préjugés de race et de toutes les formes et nuances de l'arrogance et du chauvinisme nationaux, en particulier de l'antisémitisme, doit entrer dans le travail quotidien de toutes les sections de la 4ème internationale comme le principal travail d'éducation dans la lutte contre l'impérialisme et la guerre. Notre mot d'ordre fondamental reste : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! ".

" Ce que tu fais, fais-le vite ! "

Quelques semaines après l'adoption du programme (par la conférence de fondation de la 4ème Internationale, le 3/9/1938), Léon Trotsky, pour répondre à un agitateur fasciste, est amené à revenir sur la situation des Juifs :

" ... Il est possible d'imaginer sans difficulté ce qui attend les Juifs dès le début de la future guerre mondiale. Mais même sans guerre, le prochain développement de la situation mondiale signifie avec certitude l'extermination physique des Juifs. (...) Maintenant plus que jamais le destin du peuple juif – pas seulement leur destin politique, mais leur destin physique – est lié indissolublement lié à la lutte émancipatrice du prolétariat international. Seule une mobilisation courageuse des ouvriers contre la réaction, la constitution de milices ouvrières, la résistance physique directe aux bandes fascistes, une confiance en soi plus grande, activité et audace de la part des opprimés, peuvent provoquer un changement dans le rapport des forces, arrêter la vague mondiale de fascisme et ouvrir un nouveau chapitre dans l'histoire de l'humanité.

La 4ème Internationale a été la 1ère à proclamer le danger du fascisme et indiquer la voie du salut. La 4ème Internationale appelle les masses populaires juives à ne pas se faire d'illusions et à affronter ouvertement la réalité menaçante. Il n'est de salut que dans la lutte révolutionnaire. Le " nerf " de la lutte révolutionnaire, comme celui de la guerre, c'est l'argent. Les éléments progressistes et perspicaces du peuple juif doivent venir au secours de l'avant-garde révolutionnaire. Le temps presse. Un jour, aujourd'hui, équivaut à un mois ou même à une année. Ce que tu fais, fais-le vite ! " (article du 22/12/1938)

Il dénoncera, dans les 1ères pages du Manifeste d'alarme, " l'intensification monstrueuse du chauvinisme, et particulièrement de l'antisémitisme... " etc.

Il est nécessaire, mais difficile, de ne citer que partiellement Trotsky. Les citations précédentes sont volontairement choisies pour montrer que Léon Trotsky ne se limitait pas à " expliquer le monde ". Il s'appliquait à ouvrir, en toutes circonstances, une issue positive. Et il combattait avec acharnement pour.

Quelques jours avant le déclenchement de la 2ème guerre impérialiste, Hitler et l'ambassadeur de la " démocratique " république française – dans une ultime rencontre – se manifestèrent leur " peur qu'il n'y ait en définitive qu'un seul vainqueur, Trotsky ". Staline, lui, passa aux actes et fit assassiner Léon Trotsky le 20 août 1940.

Quant aux trotskystes pendant la 2ème guerre mondiale, il suffit de feuilleter les *Vérités* clandestines.

La Vérité, journal trotskyste clandestin sous l'occupation nazie

Ainsi, dès le 31/8/1940, ils publient et diffusent clandestinement le n°1 qui titre : "*A bas l'antisémitisme ! ! !* (...) *Il faut organiser des groupes de défense ouvrière contre les bandes antisémites !* ". Le 1/10/1941, le bulletin titre : " *L'antisémitisme, doctrine de barbarie* " (*n°22* – 1/10/1941) et le 25/7/1942, le n°35 rapporte une collecte en faveur de travailleurs juifs renvoyés : " *Un beau geste de solidarité* ".

Autre exemple : la Vérité n°40 (15/1/1943), après avoir relaté " le "cours" donné à la Sorbonne par le fasciste Labroue " :

" Les travailleurs, intellectuels comme manuels, approuveront lorsqu'il s'agira d'appliquer aux lâches persécuteurs des Juifs qui, aujourd'hui, s'en donnent à cœur joie, mais pour moins longtemps qu'ils ne pensent, la formule : Pour un œil, les 2 yeux; pour une dent, toute la gueule.

Fraternité des races. A l'heure où les nazis redoublent de violence contre les juifs, déportent et massacrent des hommes et des femmes sans défense, (...) à Arcachon, 400 ouvriers allemands de l'organisation Todt et 1 000 juifs français font la grève pour une meilleure nourriture : 10 Allemands et 25 Juifs sont fusillés, la grève n'en continue pas moins : les Juifs ayant été privés de nourriture, les Allemands partagent la leur avec eux... "

Il est particulièrement ignoble d'imputer à Léon Trotsky et aux trotskystes une passivité, sinon pire, si on se réfère au " détail " que représenterait pour eux " la question de l'antisémitisme ".

***

Comme le rappelle notre Droit de réponse - Internationalistes, les trotskystes ont refusé de s'aligner derrière la bourgeoisie française qui cherchait avant tout à défendre son empire colonial et ses profits. Ils n'ont pas hurlé avec *l'Humanité* " *A chacun son boche* ", pas plus qu'ils n'avaient auparavant quémandé, comme le Pcf, la légalisation de leur presse auprès de la Gestapo.
La 4ème Internationale est sortie de la guerre avec un drapeau sans tâche.

28 septembre 2002

Annexe

Les travailleurs soussignés du département de la Mécanique de l'atelier contral, conscients d'exprimer l'opinion de l'ensemble des ouvriers des autres départements de Championnet, indignés par un article paru dans le journal de la Section du 18 ème arrondissement du Parti Communiste Français : "Le Travailleur de Championnet", ont condamné de tels procédés dans la pétition suivante :

" Périodiquement un journal édité sous la responsabilité du Parti
" Communiste Français (Section du 18ème) se permet de diffamer nos
" camarades JUST. Si pour la plupart, nous ne partageons pas leurs
" convictions politiques, nous n'en sommes que plus à l'aise pour
" nous porter garants de leur honorabilité.

" Nous ne contestons pas au Parti Communiste Français le droit
" d'émettre des critiques politiques ou philosophiques, "dont la
" discussion peut être très féconde". Ce que nous contestons, c'est
" l'emploi de méthodes calomnieuses.

" C'est ainsi, par exemple, que l'organe des cellules animé d'un
" sectarisme mensonger attaque Stéphane JUST sur son attitude pen-
" dant la guerre. Or, Stéphane JUST, déporté du travail, a même subi
" l'Arbeitslag pour son attitude anti-nazi.

" A ce sujet, Stéphane JUST attend toujours la composition d'un
" Jury d'Honneur qu'il avait réclamé lors d'une précédente attaque.

" Nous demandons à tous ceux qui condamnent de tels procédés de
" manifester leur sympathie à nos camarades JUST en exigeant que de
" tels faits préjudiciable à l'union des travailleurs ne se repro-
" duisent plus.

BORNE
BUCHET
BEAUCHERON
BACHER
BOULESTEX
BOURLET
BESLAY
BRIAND
BOUDON
BEAUMONT
CUTTE
CAMSOULINE
CHICHEBORTICHE
CASTEL
CONAT
DUCHENE
DEPIERREFIX
DA SILVA
DEON
DUFRESNE
FELIX
GASCHET
GORY
GREVIN
GOUDINOUX
GILET
HOUET
HEUVIN
JAMET
LE MEUR
LORIMIER
LEMAIRE
LANOY
LE COGUEN
MOREL
NOGUES
PARMENTIER
PUSSAUD
PETIT
RIGAULT
SAS
STEPHEN
SORT
SQUINABOL
TERRIER
YVON

Vendredi 19 juillet 1957